

**UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE - PARIS 3  
UNIVERSIDAD DE BUENOS AIRES**

**ED 122: EUROPE LATINE- AMÉRIQUE LATINE  
INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE L'AMERIQUE LATINE  
DOCTORADO DE LA FACULTAD DE CIENCIAS SOCIALES**

**RÉSUMÉ SUBSTANTIEL**

Thèse de doctorat en cotutelle internationale

Géographie (Paris 3)

Sciences Sociales (UBA)

Melina TOBIAS

**POLITIQUE DE L'EAU, CONTROVERSE SOCIO- TECHNIQUES  
ET CONFLITS TERRITORIAUX DANS L'AIRE METROPOLITAINE  
DE BUENOS AIRES (2006-2015).**

Thèse dirigée par

Sébastien VELUT

María Gabriela MERLINSKY

**Jury**

Mme. Marie France Prévôt Schapira, Professeure émérite de l'Université Paris 8

M. Patrice Melé, Professeur à l'Université de Tours.

M. Fernando Isuani, Professeur à l'Université National General Sarmiento

Mme. Luján Menazzi, Professeure à l'Université de Buenos Aires

M. Carlos Ruggiero. Professeur à l'Université National General Sarmiento

## **RESUME SUBSTANTIEL DE LA THESE**

### **Politique de l'eau, controverses socio- techniques et conflits territoriaux dans L'Aire Métropolitaine de Buenos Aires (2006-2015)**

#### **INTRODUCTION**

Le présent travail s'interroge sur les différents enjeux présentés par l'implémentation de la politique de l'eau et de l'assainissement dans l'Aire Métropolitaine de Buenos Aires, (dans ce travail mentionné comme AMBA) pendant la dernière décennie (2006- 2015). Plus précisément et par rapport à cette période, ce travail cherche à répondre aux trois questions suivantes : i) ¿Quels changements politico-institutionnels entraîneraient sur la gestion de la ressource, la reconfiguration et l'émergence, pendant l'année 2006, de deux des plus importants organismes publics du service de l'eau : les entreprises publiques Agua y Saneamientos S.A. (dans ce travail mentionné comme AySA) et l'Autoridad de Cuenca Matanza Riachuelo (dans ce travail mentionné comme ACUMAR)? ii); ¿De quelle façon s'articulent-ils ou plutôt s'entrechoquent au sein de la politique de l'eau du secteur, la traditionnelle approche « sanitariste » du service –dont le principal but est d'universaliser les services de l'eau et des égouts ainsi que la production abondante d'eau potable- et la naissante approche « environnementale » -qui privilégie une ressource hydrique soutenable ?; et finalement iii) ¿Quelles conséquences a entraîné l'expansion du réseau du service de l'eau et des égouts face aux inégalités socio-territoriales préexistantes associées à l'accès à l'eau ? et ¿quels seraient les conflits les plus importants, à l'échelle locale, face au déficit ou même à l'absence de service ?

Depuis les dernières années, la politique de l'eau dans AMBA a été abordée par différents auteurs, parmi eux : Merlinsky (2013), Herrero et Fernández (2008), ou les recueils de Di Pace et Barsky (2012) ou Isuani (2011). À grands traits, ces travaux – issus principalement des Sciences Sociales et de l'Écologie Urbaine- se sont centrés d'un côté, sur les défis de la gestion des bassins métropolitains de la région, les inégalités environnementales et sociales existantes dans ces territoires par rapport à l'accès à l'eau, les concurrences institutionnelles entre les organismes publics, des provinces et de la nation, impliqués dans l'administration de la ressource. De l'autre côté, ils se sont intéressés aux transformations du cadre réglementaire, tout en

négligeant le rôle central que jouent les entreprises prestataire du service de l'eau et de l'assainissement dans la gestion de la ressource.

De leur côté, les travaux existants sur le secteur en général privilégient d'étudier les périodes antérieures de prestation du service—ce soit le modèle pionnier d'Obras Sanitarias de la Nación (OSN), en vigueur pendant une grande partie du XX siècle (Brunstein, 1989; Dupuy, 1989; Regalsky, 2010; Rey, 2003 et Tartani, 2007) ou le modèle privatisé pendant les années 90 géré par Aguas Argentinas S.A. (Azpiazu 2010; Azpiazu, Bonofiglio et Nahón, 2008; Azpiazu, Catenazzi et Forcinito 2004; Botton, 2005; Catenazzi, 2015; de Gouvello, 2003; Ferro, 2000; Gaggero, Gerchunoff, Lentini, 2007; Porto et Urbiztondo, 1992; Schneier Madanes, 2001), tout en laissant de côté la période de renationalisation du service.

En ce qui concerne les recherches qui ont approfondi l'étude sur la gestion de l'actuelle AySA, elles se sont plutôt intéressées à l'analyse des continuités et des ruptures entre les prestations du service nationales et privées (Azpiazu et Castro, 2012; de Gouvello, Lentini et Schneier Madanes, 2010; Florentin, 2011; Tobías, 2015) ou bien, à la dimension régulatrice du service (Nahón et Bonofiglio, 2007; Rocca, 2008), négligeant l'articulation de l'entreprise avec des autres acteurs comme dans les cas de conflits provoqués à cause du manque de service ou encore le débat sur la soutenabilité du modèle de réseaux techniques.

## **LES OBJECTIFS DE RECHERCHE**

En ce sens, le présent travail propose en premier lieu, d'approfondir lesdits aspects inexplorés en analysant les scènes de controverse et les conflits émergés après l'apparition dans la région des nouveaux acteurs qui ont géré la ressource. En deuxième lieu, le moyen dont ces scènes ont créé ou des barrières et/ou des opportunités d'implémenter une politique de l'eau plus inclusive. Particulièrement, les objectifs spécifiques de cette recherche sont trois : i) Décrire les transformations institutionnelles entraînées par l'état d'émergence de l'entreprise publique AySA et d'ACUMAR dans le domaine de la gestion de l'eau dans la région. ii) Étudier, à partir de deux approches différentes sur l'administration du service, le sanitaire et l'environnementale, les enjeux socio-techniques qui émergent autour de l'utilisation

et de la gestion de l'eau iii) Analyser la dimension socio-territoriale de la gestion de l'eau de la ville, et pour ce faire, enquêter l'espace hétérogène du tracé du réseau du service dans le périmètre de concession et aussi, les conflits qui émergent à l'échelle locale face au manque d'accès à l'eau.

Pour atteindre ces objectifs, on se propose de reprendre les apports fournis par des différentes approches théoriques issues de disciplines diverses comme la Sociologie (notamment la sociologie attachée aux études urbaines et aux conflits socio-environnementaux), la Science Politique (littérature sur les politiques et l'action publique) et la Géographie (spécialement la géographie sociale et l'écologie politique urbaine).

Le cadre théorique proposé s'éloigne des interprétations des politiques publiques comme des modèles linéaires et séquentiels (Brewer, 1974; Jones, 1970; Laswell, 1971), puisque ce type de lecture entrevoit une approche légaliste du haut –c'est-à-dire, partant de l'État compris comme entité homogène-, vers le bas. Cette lecture cache d'autres éléments très importants, comme par exemple la complexité existante au sein de l'État (la dissimulation de la concurrence entre les organismes, la dispute des conceptions et des intérêts) et le rôle joué, à différentes échelles, par les divers acteurs engagés dans la définition et l'implémentation de la politique de l'eau.

En même temps, ce cadre théorique s'éloigne aussi de la littérature portant sur l'entremise des conflits en les interprétant comme des produits d'ingouvernabilité qui doivent être résolus. Tout au contraire, d'après nous, ces conflits représentent des éléments constitutifs des rapports sociaux (Simmel, 1939), ce qui implique à la fois leur productivité sociale, tout en permettant aux acteurs de réviser et de transformer leurs propres répertoires argumentatifs (Melé, 2007; Azuela et Musetta, 2008). À partir de ces considérations, nous soutenons que la mise en œuvre de la politique dans le territoire permet d'abord, d'enquêter sur les particularités assumées par la politique publique de l'eau aux différentes échelles locales et aussi d'étudier comment se construisent à ce niveau les rôles des acteurs de l'État, sectoriels et sociaux. Ainsi, changer l'échelle métropolitaine du réseau à l'échelle locale permet de mieux comprendre les conflits issus des organisations sociales qui portent plainte

auprès des autorités locales et des entreprises pour l'accès et le droit au service, tout en ouvrant le débat sur le besoin d'une politique de l'eau plus inclusive.

## **DIMENSIONS DE L'ANALYSE**

Partant de cette perspective, nous avons décidé de structurer la thèse en trois dimensions d'analyse. En premier lieu, la dimension institutionnelle. Elle est centrée sur les transformations des relations des acteurs en charge de la gestion de l'eau dans la région à partir de la création de deux nouveaux organismes : AySA et ACUMAR. En deuxième lieu la dimension environnementale, destinée à analyser les conflits nés à partir des différentes conceptions mises en jeu autour de l'utilisation de l'eau au sein de ces deux organismes. Et aussi de l'importance croissante acquise par l'approche environnementale et soutenable dans l'approvisionnement du service face à la traditionnelle vision sanitariste du secteur. Et en troisième lieu, la dimension socio-territoriale, que compte décrire l'accessibilité à l'eau et de l'assainissement de la région, caractérisant les zones non desservies et les conflits qui y surgissent pour les demandes du droit à l'eau.

## **DÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES**

Ces dimensions seront accomplies à partir d'une stratégie de triangulation combinée et complémentée avec des méthodologies qualitatives et quantitatives, encourageant ainsi les visions actuelles pour comprendre et aborder ce problème (Vasilachis, 1992: 38). L'approche quali et quantitative veut d'un côté, mener une analyse approfondie en faisant une révision de la normative déjà existante et en réalisant des entretiens complets aux fonctionnaires et aux experts dans le domaine (notamment cadres et employés des entreprises AySA et ACUMAR, mais aussi au personnel des organismes qui réglementent le service, des académiques spécialisés et membres des organisations territoriales) qui nous permettra d'élaborer et d'analyser la carte des acteurs institutionnels et aussi de leurs concurrences, ainsi que les différents points de vue sur l'eau présents au sein des organismes publics en charge de la ressource et du service, mettant l'accent sur AySA et ACUMAR.

Également, nous allons faire une étude de cas tout en tenant compte de la structuration du domaine contentieux dans des villes spécifiques d'AMBA où des

différentes organisations territoriales luttent pour leur accès à l'eau. Dans ce point, nous nous intéressons à la vision des acteurs impliqués dans ce conflit. L'approche méthodologique choisie exige une partie quantitative, elle sera élaborée à partir de l'analyse de données secondaires qui se réfèrent à la couverture du service dans le territoire et aux conditions socio-économiques de la population qui y habite.

Les hypothèses principales qui guident ce travail sont trois. La première soutient que si bien la création de nouveaux organismes comme ACUMAR et AySA a d'abord rendu plus complexes les relations entre les acteurs engagés dans l'utilisation de l'eau, elle a aussi permis de dévoiler la problématique de l'eau dans la région. Ladite complexité a aggravé les problèmes de concurrences et les différentes tâches des organismes, ce qui rend plus difficile l'approche intégrale de l'eau dans la région.

La deuxième hypothèse prévient que si bien l'entreprise qui fournit le service a incorporé au plan discursif la notion de gestion intégrale et environnementale du service, il reste encore à faire, au sein de l'entreprise, le débat sur la soutenabilité dans l'approvisionnement du service (quantité d'eau produite per capita, traitement des effluents).

Finalement, la troisième hypothèse argumente que si bien la couverture du service s'est élargie dans l'ensemble de la concession en accord avec l'objectif de l'universalisation du service, il y existe encore un patron d'inégalité discriminatoire par rapport à l'accès à l'eau surtout pour les secteurs les plus vulnérables ce qui a entraîné des conflits locaux liés au droit à l'eau.

## **STRUCTURE DE LA THÈSE**

La thèse est organisée en six chapitres, en plus de cette introduction et des réflexions finales. Le premier chapitre offre une perspective théorique à partir de laquelle se guidera cette recherche. Le deuxième et troisième chapitre vont répondre à la première dimension d'analyse : la dimension politico-institutionnelle. Pour ce faire on reprend les différents modèles de gestion qui, au fil du temps, ont défini le système de réseau d'eau potable et d'assainissement dans la région métropolitaine, et les principales caractéristiques que ce système présente actuellement. Simultanément, on analyse comment ce système s'insère dans le territoire hydrosocial où interviennent d'autres acteurs qui participent, à différentes échelles

des juridictions (nationale, régionale, provinciale et sectorielle), eux aussi à l'utilisation de l'eau dans la région.

Le quatrième chapitre fait référence à la dimension environnementale de la prestation du service, et fait une analyse des différentes conceptions du service. Particulièrement, il se centre sur l'étude d'une problématique technique autour du plan directeur des œuvres de l'entreprise AySA, avec l'intention de pouvoir y rechercher deux perspectives différentes sur l'utilisation de l'eau. La première est attachée à la traditionnelle approche sanitariste, centrée d'un côté sur la production abondante et accessible de l'eau et d'un autre côté sur le service des égouts. Elle est associée au modèle social de l'eau qui a caractérisé la prestation du service depuis ses origines. La deuxième est associée aux préceptes de soutenabilité environnementale dans l'utilisation de l'eau, représentée par ACUMAR.

Le cinquième chapitre répond à la troisième dimension en faisant une analyse géoréferencée de la couverture du service de l'eau potable et des égouts dans le périmètre de concession. Il associe à la fois ces données avec d'autres variables : la croissance, la densité de population et le niveau socio-économique des foyers (mesuré à partir des conditions de surpeuplement en état critique), ainsi il abordera les limitations présentées dans le système de réseaux centralisés pour approvisionner les régions les plus éloignées de la Ville Autonome de Buenos Aires (Ciudad Autónoma). Il étudie aussi les niveaux de couverture en rapport à la dynamique démographique en analysant les relations directes qui existent entre l'accès au service et les niveaux socio-économiques, les secteurs les plus vulnérables des régions plus dégradées étant les plus affectés par le manque de service, ce qui accroît les maladies de transmissions hydrique.

Pour sa part, le chapitre six cherche à compléter la troisième dimension (socio-territoriale) en étudiant les conflits issus de l'échelle locale face au manque de service d'eau et d'égouts. Il aborde aussi, comment ces conflits provoquent des controverses sociotechniques où l'on ne réclame pas seulement le manque de service mais où se mettent en jeu des jugements de valeur sur le territoire, l'environnement et l'eau. On présentera maintenant un résumé de chaque chapitre de la thèse.

## RÉSUMÉ DES DIFFÉRENTS CHAPITRES DE LA THÈSE

### **Chapitre 1. Approximations à la politique de l'eau à Buenos Aires : réseaux techniques, action publique, cycle hydrosocial et controverses sociotechniques**

Le premier chapitre de type théorique développe des concepts et lignes de recherche qui encadrent l'approche de la thèse et qui seront repris tout au long du travail. En premier lieu, et pour comprendre l'importance du rôle de l'eau potable et de l'assainissement dans les villes, on doit présenter quelques définitions des services urbains, des réseaux techniques et des modèles de gestion.

On a notamment repris des apports de la sociologie urbaine pour penser d'un côté à l'importance des services d'infrastructure et de maintenance dans le développement de la ville. Et de l'autre, la manière dont ces services évoluent selon la dynamique urbaine. Il s'en dégagent deux modèles d'urbanisation différents : le capitaliste et le populaire, c'est-à-dire la conformation des territoires avec ou sans service (Pírez, 2000, 2001, 2013; Prevot Shapira, 2000).

En même temps et étant donné que les politiques de l'eau et de l'assainissement supposent le développement d'importantes infrastructures urbaines, on reprend les apports de la littérature classique des réseaux techniques (Coing, 1999; Dupuy 1989, 1991; Jaglin 2005) et plus précisément de l'histoire et des politiques de réseaux de l'eau et de l'assainissement à Buenos Aires (Azpiazu, 2010; Brunstein, 1989; Catenazzi, 2015; Schneier Madanes, 2001) pour faire une analyse de leur développement et de leur évolution traversés par les logiques que chaque modèle de prestation du service a privilégié (public, privé, public) et aussi les conséquences des politiques sectorielles et urbaines des périodes antérieures (Sabatini et Arenas, 2000). On reprend également, quelques réflexions appartenant à la littérature qu'analyse les processus de rétatification nationale et municipale des entreprises du service de l'eau et de l'assainissement pendant les dernières années dans des différentes régions du monde, visant à approfondir la réflexion de ce que c'est la gestion publique de l'eau et les défis portés, pas seulement par la couverture mais



aussi par des nouvelles valeurs dans la gestion de l'eau (Hachfeld, Terhorst et Hoedeman, 2009; Pigeon, McDonald, Hoedeman et Kishimoto, 2012).

En deuxième lieu, on reprend quelques outils conceptuels de la géographie sociale (Di Méo, 2008) et de l'écologie politique urbaine (Bakker, 2003; Blanchon et Graefe, 2012; Heynen, Kaïka et Swyngedouw, 2005) visant à réfléchir sur la dimension territoriale de la politique de l'eau et la façon dont elle est atteinte par des diverses perspectives sur l'utilisation de l'eau, représentées dans le concept du cycle hydrosocial. Cette notion permet de reconnaître la dimension politique sous-jacente dans la gestion de l'eau. Elle s'éloigne des approches purement techniques tout en offrant une approximation à la thématique à partir d'une perspective plus large qui se questionne sur les rapports entre l'eau, le capital et le pouvoir social (Budds, 2004; Linton, 2010; Molle, 2012; Swyngedouw 2004, 2006).

En troisième lieu, on reprend une partie de la littérature sur les politiques publiques visant à étudier la définition de la politique de l'eau potable et de l'assainissement dans AMBA. Nous travaillerons notamment à partir de la perspective cognitive (Gusfield, 2013; Hajer, 1995; Muller, 2000) qui rend compte des différentes conceptions en jeu au moment de définir le plan d'une politique déterminée. On reprend aussi la perspective française de l'action publique (Hessenteufel, 2008, Lascoumes et Le Galès, 2012), qui met l'accent sur la dimension territoriale de la mise en place des politiques, y compris les acteurs et les échelles qui ont lieu dans les politiques de l'eau dans la région. Sujet aussi travaillé par des auteurs locaux tels qu'Oszlack et O'Donnell (1981).

En quatrième et dernier lieu, on présentera quelques outils conceptuels de la littérature de conflits, visant d'abord à pouvoir comprendre l'émergence des conflits territoriaux, particulièrement les conflits socio-environnementaux, pour continuer ensuite avec une analyse des controverses et disputes à l'échelle locale issues des inégalités socio-spatiales et environnementales dans la distribution d'eau. Pour ce faire, on reprend la notion de controverses sociotechniques de la sociologie pragmatique (Callon, Lascoumes et Barthe, 2001) et le concept d'expertise profane (Akrich, Barthe et Rémy, 2010) puisque tous les deux permettent d'approfondir l'étude des moyens d'articulation entre acteurs territoriaux, et comment ils définissent

le processus de construction des savoirs contre-expertise face à une politique donnée adoptée préalablement comme la solution à un problème déterminé (dans ce cas-là, l'accès à l'eau et à l'assainissement). D'ailleurs, on reprend la notion de productivité sociale des conflits (Melé, 2003, 2006) pour étudier en profondeur les effets territoriaux et institutionnels des conflits.

## **Chapitre 2 : Le développement du modèle de réseaux d'eau et d'assainissement à Buenos Aires et les défis sociaux et environnementaux portés par la politique de l'eau métropolitaine**

Ce chapitre suit le parcours historique des modèles de prestation du service de l'eau et de l'assainissement qui ont lieu à AMBA depuis les origines du système de réseaux vers la fin du XVIII siècle. Cette révision historique a pour but d'encadrer dans un contexte plus large la récente renationalisation—qui comprend les gestions privées et publiques, ainsi que les modèles centralisés (nationaux) et décentralisés (des provinces)- fortement attaché à l'histoire économique et politique du pays. De même, elle tente d'approfondir l'étude des logiques d'expansion propres à chaque période ainsi que leurs effets sur le tracé et sur l'évolution du réseau technique de la région métropolitaine au fil du temps. Et ce, dans un contexte dynamique et de constante croissance dans la région, surtout en ce qui concerne les municipes de la banlieue *bonaerense* (municipes du Grand Buenos Aires, situés dans la périphérie).

Ce chapitre se structure en trois parties. La première fait l'analyse de différents types de gestion de l'eau et de l'assainissement dans AMBA au fil du temps, c'est à dire, le plan et le tracé des premiers réseaux d'eau dans le centre historique de la ville avec le plan de développement d'infrastructure sanitaire de Bateman en 1870. Ensuite, l'apogée du modèle de réseau, la création d'Obras Sanitarias de la Nación (OSN) en 1912. Finalement, le début du dérèglement entre les projets d'expansion du service et la croissance urbaine, débouchant sur la crise du modèle social de l'eau ou modèle de la mission hydraulique (Catenazzi, 2006, Turton et Ohlsson, 1999). Pendant les années 80, les processus de décentralisation du service prennent forme ainsi que la réduction à AMBA de l'entreprise nationale et le manque de financement qui en découle. Dans les années 90, dans un contexte mené par les politiques néolibérales l'État accorde une concession de l'entreprise de service à un consortium

privé Aguas Argentinas. Après une décennie de gestion privée et face à la crise macroéconomique subie par le pays en 2001, l'État reprend la gestion en créant une nouvelle entreprise : AySA.

La deuxième partie présente la définition du modèle de réseaux en vigueur au moment de la renationalisation et la manière dont celui s'insère dans un contexte territorial, environnemental et social plus large : AMBA. On présentera ainsi les caractéristiques du cycle hydrosocial de la région (Linton, 2010, Molle, 2012, Swingedouw, 2004), en admettant que le fonctionnement du service doit être en rapport avec les éléments naturels (fleuves et aquifères souterrains, bassins, etc.) et sociaux (institutions et organisations sociales) qui dépassent le secteur. On étudiera alors comment les réseaux d'eau et d'assainissement fonctionnent comme un système où l'eau est transformée et rendue potable pour apprivoiser la ville puis, les eaux usées grâce aux égouts sont éliminées dans différents points de rejet.

L'entreprise publique AySA est la principale en charge de la prestation du service dans la région –où habitent actuellement plus de 12 millions de personnes- mais y intervient aussi l'entreprise de la province Aguas de Buenos Aires (ABSA) et d'autres entreprises municipales. En ce qui concerne le déficit de la couverture du service à AMBA il y existe plus de 3 millions et demi de personnes qui n'ont pas l'eau potable à partir du réseau et plus de 6 millions n'ont pas l'assainissement collectif, obligés de résoudre leur besoin par des captations d'eau et des déchargements autonomes de nature diverse; ou bien ils doivent acheter de l'eau en bouteille.

Le réseau d'eau potable dans le périmètre de concession est principalement constitué de trois grandes usines d'eau potable qui prélèvent l'eau dans le Río de la Plata et dans le Río Paraná. Elles sont situées dans la région de la Capital (usine Palermo), la région sud-est (Bernal) et la région nord (Dique Luján). Cette dernière a été inaugurée sous la gestion d'AySA. Dans ce qui suit nous présenterons la localisation des usines et l'extension du réseau dans la carte de concession (carte N° 2).

En ce qui concerne le service de collecte, de transport et de traitement des eaux usées, AySA dispose d'un système d'assainissement organisé en six bassins

versants de rejet d'effluents résiduaires –le bassin Sud-ouest, le Nord, Ezeiza, Hurlingham, Santa Catalina et Wilde-Berazategui. Ce système fonctionne à partir d'un ensemble de réseaux principaux et de grands collecteurs (*cloacas máximas*) qui transportent l'eau à travers la ville depuis les maisons des usagers situées dans différents bassins et débouchent dans sept établissements d'épuration avec des différentes localisations dans le périmètre de concession. Dans ces établissements commence le traitement et prétraitement de l'eau (ça dépendra du destin final des eaux) il y existe trois points de rejet : le Río Reconquista, le Matanza Riachuelo et le Río de la Plata.

Les différents modèles de prestation du service au fil du temps étant présentés et les principaux traits du système de réseau de l'eau et de l'assainissement de la région définis, la troisième partie du chapitre rend compte des défis sociaux et environnementaux auxquels se heurte la gestion du service. Dans cette partie se fera l'analyse des résonances géographiques (Sabatini, 2000), en tant que trace territoriales des politiques urbaines et sectorielles, auxquelles s'affrontent l'entreprise publique du service. Ainsi, on rend compte d'un côté des inégalités sociales et environnementales de l'actuel tracé du réseau dû à des décennies du manque d'investissements et de l'autre côté, des augmentations tarifaires réitérées accompagnées de non-respect, en matière d'expansion, de la part de la gestion privée (Azpiazu et Bonofiglio, 2006).

Le déficit de service, particulièrement en matière d'assainissement, fait croître la vulnérabilité et la mise en risque des secteurs démunis –principalement ceux qui habitent dans des régions dégradées, avec une tendance aux inondations due à leur proximité avec les ruisseaux et bassins contaminés (Merlinsky et al. 2012). Dans ce cas-là, la Cuenca Matanza Riachuelo (CMR) par exemple, est l'une des régions les plus affectées dans le périmètre de concession par les conditions de dégradation de l'environnement et le déficit de service du réseau. Si bien la CMR n'est pas le seul bassin traversant le périmètre de concession d'AySA, il acquiert de l'importance à cause d'une terrible combinaison : hauts niveaux de dégradation de l'environnement, densité de population et pauvreté.

### **Chapitre 3. Les nouveaux et anciens acteurs de l'eau à AMBA et la mise en œuvre effective du Droit de l'Homme à l'Eau**

Ce chapitre fait référence aux acteurs impliqués dans le territoire hydrosocial, déjà définis dans le chapitre précédent. Il fait allusion à la reconfiguration des rapports, maintenant plus complexes, entre les différents acteurs en charge de l'utilisation du service et de la ressource depuis la création d'AySA et d'ACUMAR. D'ailleurs, on y analyse comment est-ce que ces nouveaux acteurs sont apparus sur scène et leur association à une croissante reconnaissance –au moins en termes formels- des droits nouveaux, tel que le droit à l'environnement sain et le Droit de l'Homme à l'Eau.

Ainsi, ce chapitre cherche à répondre ¿ Qui sont les principaux acteurs en charge de la gestion de l'eau à AMBA et comment est-ce que leurs fonctions (dans plusieurs cas héritées ou non mises à jour) aboutissent dans la conformation des rapports de concurrence très complexes et des nouveaux organismes ? ¿ Dans quelle mesure la renationalisation du service et la création d'ACUMAR ont impliqué des changements dans la façon de concevoir l'eau dans la région ?

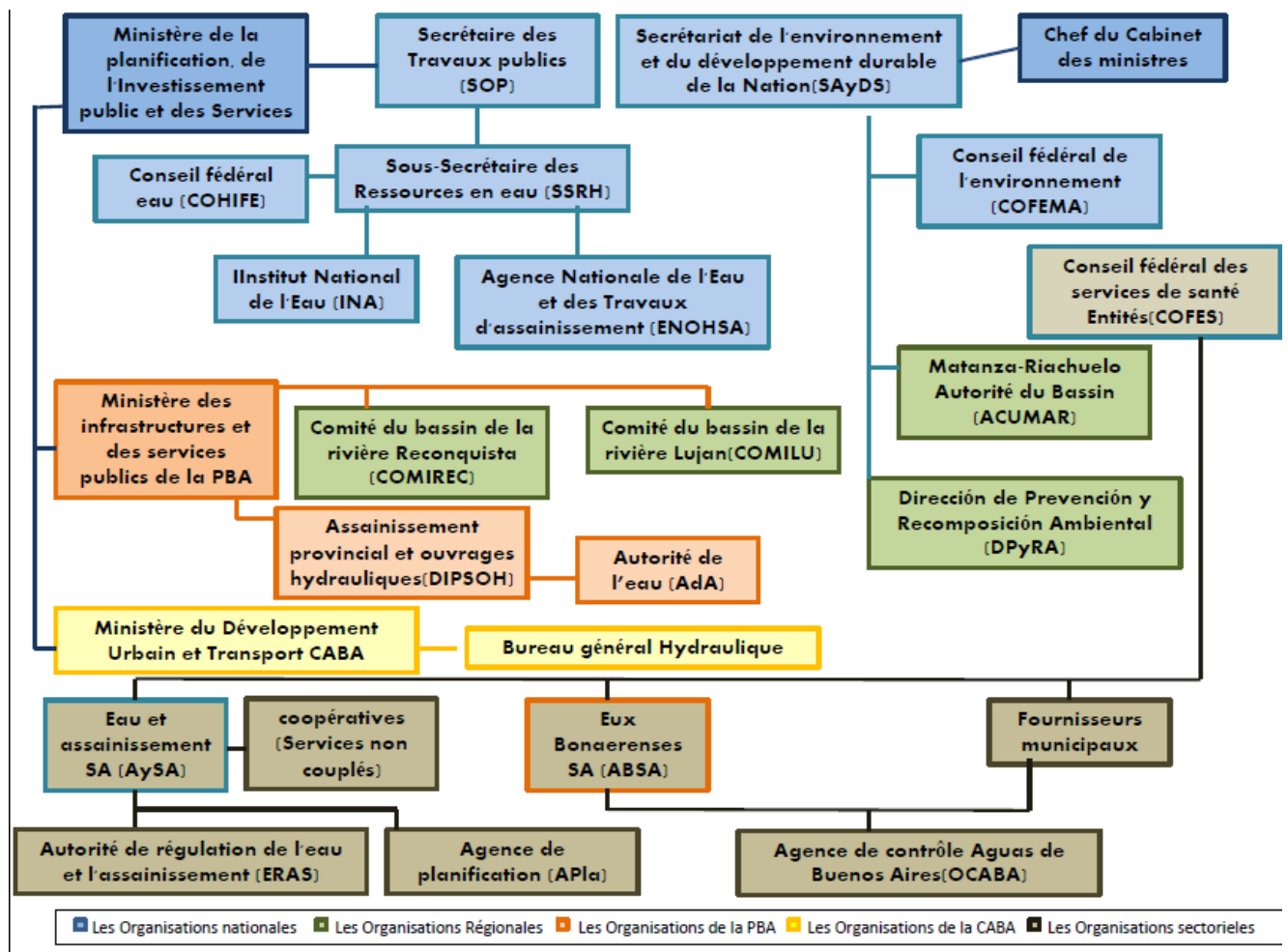
Grâce à la révision des organismes de juridictions, régionaux et nationaux, nous avons pu arriver à des conclusions partielles. En ce sens, il est possible de noter qu'aucune entité ne répond directement à l'échelle métropolitaine dans son ensemble, c'est-à-dire que la politique de l'eau (en parlant de la ressource hydrique) dans AMBA se régit par différentes unités politco-administratives (de la nation, des provinces et des villes) et régionales (organismes de bassins) mais aucune d'entre elles n'est organisée en fonction des difficultés qu'entraîne le territoire hydrosocial métropolitain. Ceci n'est pas inhérent au sujet hydrique mais il représente un problème plus large : comment et qui doit traiter les problèmes métropolitains (Migniaqui, 2012: 126). D'ailleurs, la définition des politiques et des programmes suivant des critères juridictionnels restreints qui laissent de côté la gestion intégrale des ressources et qui ne respectent pas l'unité territoriale géographique et environnementale, produit l'augmentation de la vulnérabilité institutionnelle de la gestion publique. C'est-à-dire la capacité de réponse aux besoins dans le territoire (Merlinsky et Tobias, 2015).

En ce qui concerne notamment les organismes sectoriels, comme on l'a déjà vu, AMBA, la Ciudad Autónoma et 17 des 24 districts d'AMBA sont desservis par AySA, l'entreprise la plus importante du service d'eau potable et d'assainissement. 10 millions d'habitants vivent sous son périmètre de concession, ce qui représente le 80 % de la population totale d'AMBA. Ce qui fait d'AySA l'entreprise en charge du secteur le plus important du pays et l'une de plus grandes entreprises distributrice d'eau potable et d'assainissement au monde. Parmi les 7 districts restants d'AMBA, 6 sont sous la gestion d'une entreprise de la province ABSA et un Berazategui, sous la gestion d'une entreprise du municipale.

AySA et ABSA ont été créées au début du XXI siècle (2002 et 2006 respectivement) suite à la résiliation des contrats de concession avec des entreprises privées. La rétatification nationale et provinciales des services de l'eau et de l'assainissement de la région métropolitaine ont provoqué des changements de continuité par rapport aux modèles privés antérieurs. En ce sens, il est possible de voir que ces processus ont eu comme conséquence une transformation du rôle de l'État qui a abandonné sa fonction d'entité simplement régulatrice exercée pendant les années 90, pour retrouver sa fonction productrice qui l'avait caractérisé depuis le début du XX siècle jusqu'à sa privatisation (Stark, 2001). Cela ne veut pas dire qu'il y a eu un retour direct au modèle prestataire de l'État de l'OSN, plusieurs éléments de la période de concession privée étant encore présents, même s'ils ont subi quelques modifications. Par exemple, la forme juridique et le schéma de régulation qu'ont les deux entreprises publiques.

Ayant été révisés et analysés tous les groupes des acteurs intervenant dans la politique de l'eau et, notamment, de l'eau et de l'assainissement d'AMBA, suit la présentation d'un tableau où l'on peut retrouver les organismes et leurs échelles relatives nationales, provinciales, de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires et sectorielles.

## **TABLEAU N°1. PRINCIPAUX ACTEURS ET ÉCHELLES DE CONCURRENCE**



Source: Élaboration de l'auteur

De l'ensemble des acteurs en charge de la politique de l'eau dans AMBA, AySA et ACUMAR ont été les plus importantes pendant la dernière décennie, et à la fois elles sont parvenues à mettre sur la table le problème de l'eau et de l'assainissement dans l'agenda public, que ce soit à travers la mise en œuvre effective de l'eau comme Droit de l'Homme ou par la valorisation de la soutenabilité environnementale et la gestion des bassins.

En ce qui concerne AySA, sa visibilité répond, comme on l'a déjà vu, au fait d'être l'entreprise la plus importante du pays (en parlant de quantité d'habitants dans la région de concession) et la seule entreprise de caractère national (héritage du modèle d'Obras Sanitarias de la Nación). D'ailleurs, depuis sa création, le Gouvernement National a transféré à l'entreprise d'importantes ressources économiques provenant du Trésor National visant à avancer vers les projets d'expansion du service jusqu'à que l'universalisation soit acquise.

AySA a aussi incorporé explicitement le Droit de l'Homme à l'Eau (DHA) dans le cadre normatif et dans son décret d'origine. Ce qui permet, au moins, de montrer formellement son intérêt pour accomplir l'universalisation de l'eau dans la région de prestation et de rapprocher la prestation du service d'eau et d'assainissement à ce que Pírez (2000) appelle services universels. Ce qui implique notamment que les services soient accessibles à la population toute entière, indépendamment de leur conditions économiques, c'est-à-dire tout juste en qualité de citoyens (López et Felder, 2009). Pour ce faire, la stratégie d'AySA depuis son origine et tout au long de la période ici analysée, a été de ne pas changer les coûts tarifaires et de les garder à un prix assez bas comparé aux entreprises d'autres pays de la région. Les tarifs bénéficiaient d'une forte subvention du Trésor National, et elles n'incident alors pas, dans le salaire réel perçu par les usagers<sup>1</sup>.

Outre qu'AySA, ACUMAR a gagné de la visibilité dans la scène publique pendant la dernière décennie. Cet organisme a été créé à partir d'une intervention de La Cour Suprême de Justice de la Nation (CSJN) dans un procès judiciaire pour la contamination du Riachuelo. ACUMAR est en charge de l'élaboration et de l'implémentation du PISA : plan complet d'assainissement environnemental du bassin Matanza-Riachuelo (Plan Integral de Saneamiento Ambiental). Deux des principales lignes d'action dudit plan sont fortement en rapport avec l'entreprise AySA. En premier lieu, pour améliorer de la qualité de vie des résidents du bassin, - l'un des objectifs principaux établis par la décision de la Cour- ACUMAR a pour objectif l'expansion des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour tous les habitants situés dans le bassin Matanza Riachuelo, en travaillant conjointement avec AySA et Aguas Bonaerenses S.A., les deux entreprises les plus importantes dans la région, comme on l'a déjà vu.

En deuxième lieu, pour réparer les dommages environnementaux et tous ses composants (eau, sol, air) -l'un des autres objectifs établis par la décision de la Cour- l'organisme s'est proposé d'améliorer la qualité de l'eau du fleuve, ce qui suppose la régulation de déchets industriels mais aussi la réduction de la contamination

---

<sup>1</sup> Ce n'est qu'à partir de l'année 2011 que le Gouvernement National a commencé une politique d'élimination partielle de la subvention aux services publics des entreprises sous sa gestion, parmi elles AySA (Résolution SSRH 44/11). Cette politique a continué pendant l'année 2014 quand l'entreprise a réalisé trois importantes incréments des tarifs bimensuels et l'augmentation a été de 170 à 406 % en fonction du pouvoir d'achat de la population.



organique des rejets domiciliaires. Soit causé par le déficit de traitement des usines des égouts qui déversent dans le Riachuelo –ceux bénéficiant de la couverture de réseau- ou par le manque d'infrastructure d'assainissement, les effluents desservent dans le fleuve à travers les ruisseaux ou les fosses d'aisance en contact avec la nappe phréatique.

Ainsi, il est possible de montrer que la création d'ACUMAR et du PISA ont fait du bassin Matanza Riachuelo une unité territoriale particulière (Merlinsky, 2013). Ceci a encouragé l'articulation de services divers et d'organismes dans le territoire –parmi lesquels AySA se démarque- et ils doivent maintenant continuer à travailler en équipe en vue de l'assainissement du bassin.

#### **Chapitre 4. Les programmes d'eau potable et d'assainissement à AMBA et les tensions pour la soutenabilité**

Ayant décrit dans le chapitre trois les différents acteurs impliqués dans l'utilisation de l'eau et ayant expliqué pourquoi on a choisi d'analyser les rôles joués par AySA et ACUMAR (étant les acteurs les plus visibles et plus influents dans l'agenda public), le chapitre quatre veut analyser comment s'est menée la politique de l'eau et de l'assainissement dans la région métropolitaine en tenant compte principalement la définition du Plan Directeur d'œuvres élaboré par AySA entre 2007-2008. Cela fait partie du plan stratégique de l'entreprise pour accomplir les actions à moyen et long terme d'universalisation de l'eau potable et des égouts dans le périmètre de concession, en harmonie avec son but de garantir le Droit de l'Homme à l'Eau à l'ensemble de la population.

Le chapitre se questionne plus précisément sur le moyen dont le plan de l'entreprise a été modifié de son idée originale pour des différentes causes. Par exemple, l'émergence du PISA d'ACUMAR qui exige l'amélioration des eaux du Riachuelo. Ainsi, nous nous proposons d'y analyser la proposition du Plan Directeur – techniquement cohérent, indéniable, et surtout « fermé »- qui comprend à vrai dire pas seulement des discussions techniques mais aussi politiques, sociales et économiques portant sur la façon dont doit être comprise la politique de l'eau urbaine dans la région métropolitaine.

Dans ce chapitre on travaille aussi les discussions qui semblent simplement techniques mais qui révèlent à vrai dire, les différentes perspectives ou dans les mots de Muller (2000) des matrices cognitives des acteurs impliqués –dans ce cas-là AySA et ACUMAR- sur la définition du problème de l'eau dans la région. Et par rapport à cette définition, quelle serait la solution en termes d'une possible définition politique publique.

Partant de cette controverse on reprend quelques notions plus générales étudiées tout au long du premier chapitre qui nous aideront à penser l'apparition sur scène de ces nouveaux acteurs depuis 2006, apparition qui a bouleversé ou au moins changé le contrat hydrosocial qui prévaut dans la région.

La controverse et les différentes visions sur l'eau qu'on a détectée, permet de montrer comment l'apparition des nouveaux acteurs de l'utilisation de l'eau urbaine a changé la façon de concevoir la politique sectorielle. C'est-à-dire, la création d'ACUMAR et son but d'améliorer la qualité de l'eau n'a pas seulement influencé sur la manière d'agir d'AySA mais aussi sa propre conception du problème. Jusqu'à la création d'ACUMAR, AySA ne s'intéressait qu'à la qualité de l'eau prélevée dans le Río de la Plata puisque de ce prélèvement dépendait la production d'eau potable de toute la ville.

Pourtant, les déversements des effluents aux affluents du Río de la Plata (le fleuve Reconquista et Matanza Riachuelo) n'étaient pas importants pour l'entreprise puisque la qualité de l'eau de prélèvements n'y était pas compromise, ils ne représentaient que la « dernière étape » de processus de production d'eau urbaine. D'après cette perspective, l'entreprise ne s'intéressait à ces deux fleuves que pour la possibilité d'avoir deux usines de traitement primaire qui lui permettraient d'atteindre les niveaux et la qualité de déversement exigés par la réglementation, sans pour autant faire attention aux effets dans la qualité de ces fleuves qui reçoivent le total du débit déversé (même ayant été traité). Ainsi si on respect la règle, on continue à contaminer les masses d'eau.

La création d'ACUMAR et la mise en place du plan d'assainissement environnemental confirme qu'on a dû réviser ladite position et se montrer plus attentif à la pollution produite par les déversements d'effluents dans le système d'eau urbaine, c'est-à-dire pas seulement dans le Río de la Plata mais aussi dans d'autres

lits d'eau où intervient l'entreprise, étant le cas du fleuve Matanza Riachuelo. Bref, à partir du plan et des exigences du niveau d'utilisation IV, AySA a dû assumer sa responsabilité dans la pollution du bassin.

Pourtant, il faut nuancer ce changement de la conception de la politique de l'eau et de l'assainissement dans AMBA puisque la production en abondance de l'eau reste le plus important, sur la base d'une logique centrée sur l'offre plutôt que sur la demande. Ce qui entraîne un circuit d'eau peu soutenable en termes écologiques et économiques étant donné que d'un côté l'importation, chaque fois plus élevée, d'eau du Río de la Plata à la ville, exige des mécanismes qui permettent de la retirer et le rejeter dans les lits des fleuves (cela signifie une expansion des réseaux et des usines d'assainissement). Dans le cas contraire, la pollution de la couche phréatique augmenterait ou aussi celle des cours d'eau plus superficiels. Et de l'autre côté, négliger la demande d'eau (c'est-à-dire le manque de compteurs domestiques et de mécanisme de réutilisation d'eaux grises), entraîne l'augmentation de la consommation d'eau. À AMBA cela représente environ 500/600 litres par habitant par jour (moyenne supérieure au reste des pays de la région), ce qui oblige à l'obtention et production d'une quantité importante d'eau potable (c'est-à-dire augmentations dans le coût d'infrastructure –usines chaque fois plus grandes- et d'énergie).

Pour finir et récapituler, il est possible d'affirmer que la dimension environnementale commence à gagner de l'importance dans la politique d'eau, surtout en ce qui concerne les dernières étapes du cycle de production d'eau urbaine (c'est-à-dire, le déversement d'effluents et la qualité de l'eau) Le modèle de la mission hydraulique (Turton et Ohlsson, 1999) continue à être le plus important dans la région, ses caractéristiques principales sont la production accessible et abondante d'eau et la puissance de l'activité humaine sur la technique et la nature.

## **Chapitre 5. Transparences et opacités de l'expansion du modèle de réseaux d'eaux et d'égouts dans AMBA**

Tout au long du présent travail on a vu que de deux thématiques centrales articulent les nouveaux acteurs, AySA et ACUMAR –en charge de la gestion de l'eau et de

l'assainissement dans la région-. Ces thématiques sont d'une part, améliorer la qualité de l'eau du Riachuelo. On a déjà vu que le changement dans le Plan Directeur a fait en sorte que l'entreprise puisse atteindre les objectifs centraux de la décision de la Cour liés à réparer les dommages environnementaux du territoire. D'autre part, garantir l'expansion du service d'eau potable et d'assainissement à tous les résidents du bassin dans le périmètre de concession, en accomplissant de cette façon un autre objectif de la décision de la Cour lié à l'amélioration de la qualité de vie des habitants dans le territoire de la Cuenca Matanza Riachuelo. On a aussi dit que l'universalisation du service dans la région de concession (plus seulement dans le bassin) est l'un des éléments centraux du service de prestation d'AySA.

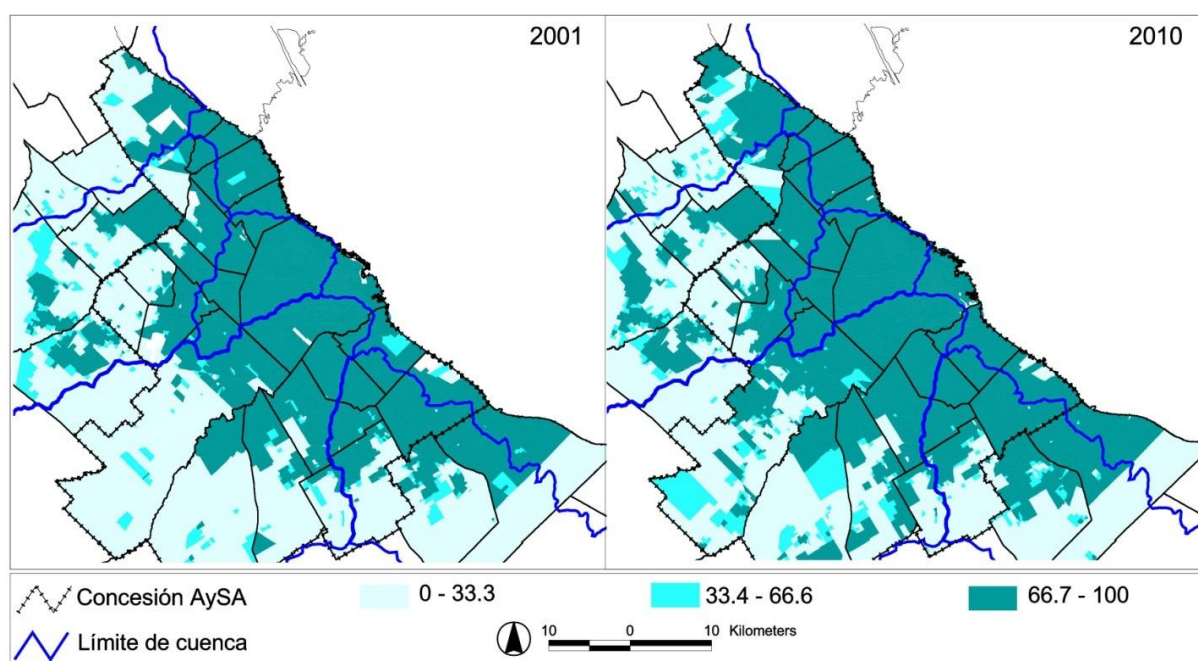
Le chapitre cinq aborde précisément le moyen dont AySA est parvenue à faire progresser cet objectif. Il entend aussi étudier, comment tout au long des dernières années le système de réseaux est parvenu à inverser ou plutôt à approfondir les inégalités autour de l'accès au service et comment ces iniquités se rattachent-elles directement à d'autres inégalités sociales et environnementales. Pour ce faire, on accomplit une analyse socio-territoriale dans le périmètre de concession, en prenant spécialement compte des bassins métropolitains –notamment le bassin Matanza-Riachuelo. Notre hypothèse est donc que c'est dans ces régions que se combinent précisément les niveaux les plus hauts d'inégalités à l'accès à l'eau, la pauvreté et la dégradation environnementale.

La carte ci-dessous a été construite à partir des données fournies par l'information recensée géoréférencée qui prend compte de la couverture d'eau et d'assainissement, de la densité de la population et des niveaux socio-économiques par secteur de recensement. Le but de cette carte est de pouvoir remarquer quelles sont les régions les plus et les moins favorisées du modèle de gestion des réseaux ainsi que de montrer à quel point il y existe un rapport entre l'inégalité dans l'accès au service, le degré d'urbanisation et l'inégalité sociale.

Par rapport à la couverture du service, il est possible de constater que pendant la période intercensitaire 2001-2010 il s'est produit une croissance générale de la couverture de deux services (même si il existe encore des régions qui ne sont pas desservies). À partir du géoréférencement de la base de données, il est possible de remarquer que dans le cas de l'eau potable, ladite croissance a été plus évidente

dans quelques municipes de la deuxième couronne du grand Buenos Aires : La Matanza, Tigre, Morón et Ituzaingó. Il s'agit de régions historiquement négligées en ce qui concerne l'expansion du service à AMBA. Cette croissance peut pourtant s'observer aussi dans des municipes assez proches de la ville comme Esteban Echeverría et Lomas de Zamora.

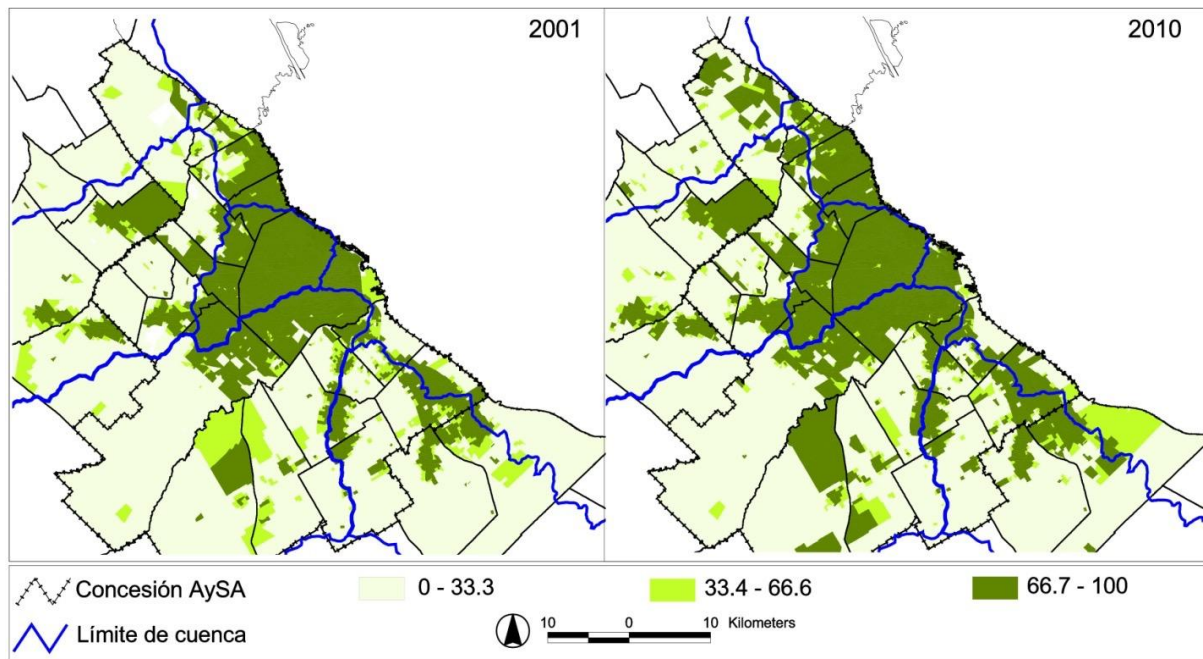
### **CARTE N° 1 COUVERTURE D'EAU PAR RÉSEAU PUBLIC, PÉRIODE 2001 ET 2010 EN % DES FOYERS PAR SECTEUR DE RECENSEMENT**



Source; élaboration de l'auteur sur la base du Recensement National de Population, Foyer et Logement 2001 et 2010.

En ce qui concerne le service de réseaux d'égouts, il est possible de remarquer une croissance dans l'ensemble de concession, même si cette expansion n'est pas parvenue à égaler le rythme de croissance de l'eau potable. Le service s'est en grande partie élargi dans le sud (Lanús et Avellaneda spécialement), dans quelques régions de l'ouest (Hurlingham et Ituzaingó) et notamment à Tigre, San Fernando et San Isidro, dans la région du nord. Pourtant la région sud reste la plus déficitaire en matière de réseau d'égouts.

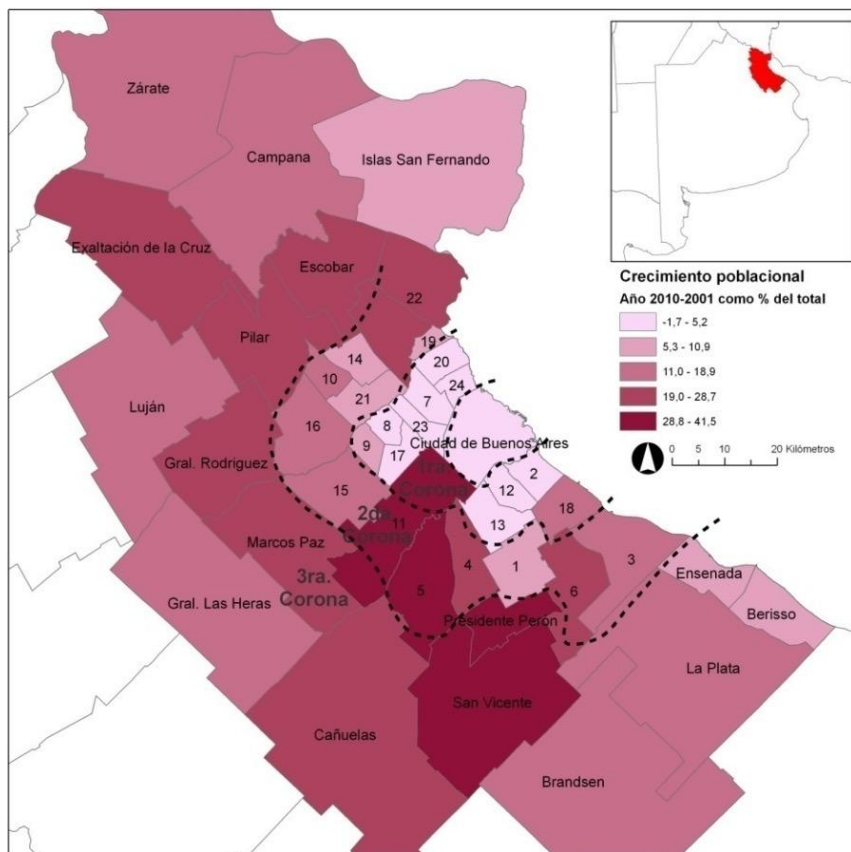
### **CARTE N°2. COUVERTURE D'ÉGOUTS AU RÉSEAU PUBLIC, PÉRIODE 2001 ET 2010 EN % DE FOYERS PAR SECTEUR DE RECENSEMENT**



Source; élaboration de l'auteur sur la base du Recensement National de Population, Foyer et Logement 2001 et 2010.

Si on étudie les autres variables comme la croissance et la densité de la population, on peut remarquer que la région qui ressort le plus est la deuxième couronne de Buenos Aires, c'est-à-dire les municipes éloignés de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires (CABA) qui sont démunis des services urbains. L'importance qu'ils ont actuellement acquis peut être expliquée par les changements dans le processus d'urbanisation d'AMBA tout au long des deux dernières décennies. Comme l'on a déjà vu, pendant les années 90 la croissance de la région métropolitaine se rattachait aux logiques de conurbation (c'est-à-dire aux bordures de la ville). À partir de ce moment s'impose une dynamique centrifuge qui crée de nouvelles centralités – enclaves territoriales- autour des autoroutes donnant accès à la ville. D'après Catenazzi (2015) c'est à partir des années 90 que le type d'expansion urbaine dans la région métropolitaine s'est caractérisé par la concentration des secteurs les plus aisés ainsi que des plus marginaux dans des espaces de plus en plus réduits. Ce fait a deux conséquences différentes, d'un côté l'extension urbaine des urbanisations fermées et de l'autre, la densification d'établissements populaires.

**CARTE N°3. CROISSANCE DE LA POPULATION TOTALE. AMBA PÉRIODE 2001-2010 %**



Note: Codes de *partidos*: 1: Almirante Brown, 2: Avellaneda, 3: Berazategui, 4: Esteban Echeverría, 5: Ezeiza, 6: Florencio Varela, 7: General San Martín, 8: Hurlingham, 9: Ituzaingó, 10: José C. Paz, 11: La Matanza, 12: Lanús, 13: Lomas de Zamora, 14: Malvinas Argentinas, 15: Merlo, 16: Moreno, 17: Morón, 18: Quilmes, 19: San Fernando, 20: San Isidro, 21: San Miguel, 22: Tigre, 23: Tres de Febrero, 24: Vicente López.

Source: élaboration de l'auteur.

Faire l'analyse de la distribution de la population nous permet aussi d'avancer quelques conclusions sur ACUMAR, que nous développerons plus tard. On peut apprécier sur la carte N°3, que des 9 municipes les plus peuplés, 7 se situent dans le bassin. Cela répond aussi aux propres dynamiques d'urbanisation du territoire. Merlinsky (2006) montre que la région du bassin Matanza a été un destin historique des activités industrielles, sans régulation sur l'utilisation du sol ni contrôle environnementale. De cette combinaison résultent les hauts niveaux de dégradation environnementale et la croissance d'établissements urbains, surtout de la population à faibles revenus attirée par les prix économiques des terres –à cause de la

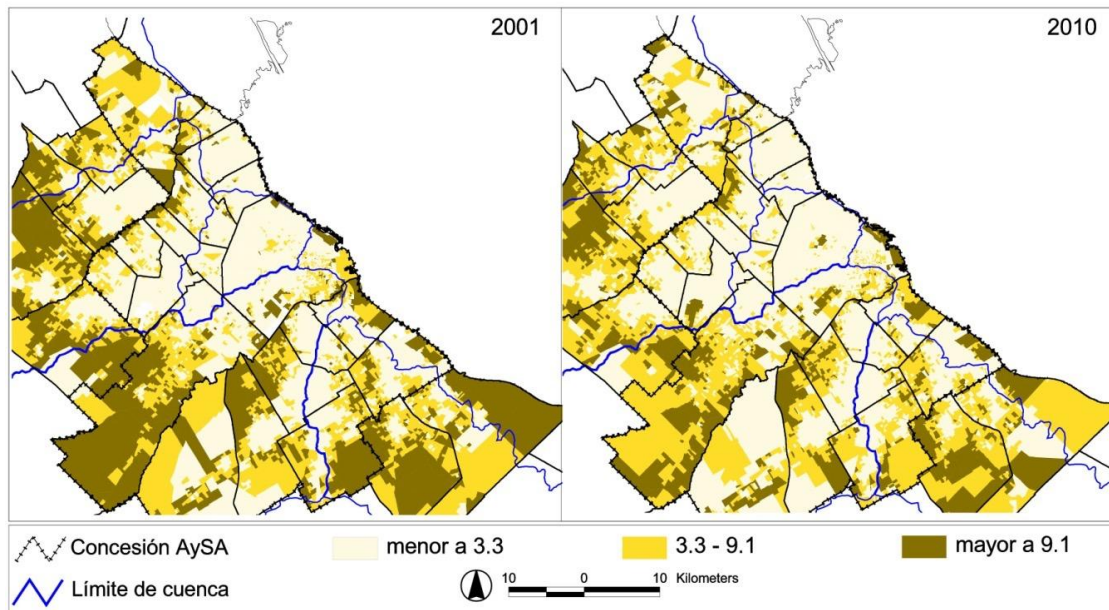
pollution- ainsi que pour la proximité avec les sources de travail (Clichevsky, 2002; Torres, 2006). Depuis la moitié du siècle dernier donc, le bassin Matanza est un territoire de forte empreinte industrielle avec des établissements précaires placés aux bordures du lit d'eau, exposés à de hauts niveaux de pollution environnementale.

De l'analyse faite il découle que la couverture d'infrastructure varie selon sa distribution géographique et aussi des différentes densités urbaines ou degrés d'urbanisation. Dans ce point nous voulons montrer en outre desdits facteurs, qu'il existe des contrastes dans l'expansion du service selon la composition socio-économique des foyers. Pour ce faire, parmi les différents indicateurs de pauvreté, on a choisi de travailler avec *l'indice de hacinamiento crítico* que Torres (1978) a appliqué pour faire les études socio-territoriales à AMBA. Cet indice permet d'étudier la distribution selon les zones géographiques avec des conditions de surpeuplement extrême des foyers, en recensant, depuis une approche des capacités économiques et patrimoniales, les conditions « socio-habitationnelles » de la population.

La carte N° 4 décrit la distribution spatiale de la population plus pauvre (c'est-à-dire, niveaux plus hauts de surpeuplement). À grands traits, on y observe que prime un patron centre-périphérie (les secteurs les plus pauvres se situent dans des municipes de la périphérie) et l'importance de zones interstitielles dans les principaux axes historiques d'expansion métropolitaine : les axes ferroviaires (Torres, 2006). Si ce patron spatial varie un peu, il reste assez stable pendant les recensements 2001-2010. Pourtant dans ce dernier recensement on peut voir des diminutions évidentes dans les municipes de la deuxième couronne métropolitaine. Or, la carte montre aussi la persistance de vrais noyaux de pauvreté qui coïncident avec les cours d'eau de principaux bassins métropolitains : la Cuenca Matanza Riachuelo et celui du Reconquista. On peut voir cette situation surtout dans les municipes suivants : La Matanza, Lanús et Lomas de Zamora dans le Río Matanza-Riachuelo; et dans les communes : Hurlingham, Merlo, Moreno et Tigre, dans le Río Reconquista.

**CARTE N°4. NIVEAU SOCIOÉCONOMIQUE DES FOYERS BASÉ SUR DES CONDITIONS DE SURPEUPLEMENT EXTRÊMES. RÉGION MÉTROPOLITAINE. ANNÉES 2001-2010**





Note: faire référence aux valeurs des étiquettes, comment se construisent les variables et ce que représentent les valeurs de chaque catégorie.  
 Source: Élaboration de l'auteur sur la base des données du Recensement National de la Population, Foyer et Logement, 2001-2010.

Si on reprend les cartes de couverture d'eau et d'égouts en les comparant avec celles de niveaux socio-économique, il sera possible d'apprécier qu'alors que dans la ville de Buenos Aires la couverture de deux services est assez élevée pour tous les niveaux socio-économiques (étant des services presque universaux) dans les districts du Grand Buenos Aires l'absence de service est plus importante dans les régions périphériques, les zones interstitielles, les quartiers pauvres (villas miserias) et les établissements. Cela montre le patron d'inégalité discriminatoire de l'expansion du réseau vers les catégories à revenus faibles (Merlinsky et al., 2012: 52).

Il faut noter que la relation inversement proportionnelle, entre pauvreté et couverture, est plus évidente dans le cas de service de l'assainissement, alors que par rapport au service de l'eau si bien cette relation existe elle est moins évidente. Cette situation est le résultat de deux facteurs. D'un côté, et en grande partie, les hauts coûts qu'implique l'extension de réseaux d'égouts. De l'autre côté, au critère « social » des politiques sanitaires nationales qui ont historiquement privilégié les travaux d'eau potable sur ceux des égouts. Les cas de Hurlingham, Ituzaingó, Moreno, José C. Paz et Malvinas Argentinas permettent donc de rendre compte de

la combinaison évidente entre hauts niveaux de pauvreté et baisse ou plutôt nulle couverture du service d'assainissement.

On pourrait aborder deux causes qui permettraient d'expliquer cette situation. D'un côté, les effets des crises du modèle social de l'eau, qui a primé dans la région jusqu'à la moitié du siècle dernier, ont produit un décalage dans l'extension métropolitaine et l'expansion du service (comme l'on vient de voir). Et de l'autre côté, les effets de la gestion de réseaux de la période de concession privée qui a privilégié l'extension du réseau seulement dans des régions ayant la possibilité de payer pour le service (Catenazzi et Filc, 2001).

Dans ce point et pour conclure ce chapitre, on pourrait affirmer que la gestion d'AySA a démontré, pendant les dernières années, son intérêt d'accélérer l'expansion du réseau –soit à travers de grands travaux, soit à partir de programmes locaux de travail avec des coopératives, par exemple les plans : Agua y Cloaca + Trabajo (Eau et égout + Travail)- ce qui peut se voir dans l'élargissement de la couverture d'eau et d'égouts dans l'ensemble de la région métropolitaine. Pourtant, en dépit de l'intention d'inverser les inégalités socio-spatiales dans la distribution des services, l'expansion de la couverture continue avec des logiques propres au modèle centralisé qui caractérise le secteur depuis ses origines, c'est-à-dire une expansion enveloppante et le recul de l'assainissement en rapport à l'approvisionnement d'eau. Cette composante qu'on pourrait définir « inertielle » du modèle d'expansion (Öberg et al, 2014), trouve ses limites dans la dynamique métropolitaine qui favorise la croissance des districts de la deuxième et troisième couronne, de la périphérie, démunies de services urbains et proches, en général, des bassins hydriques.

En reprenant le concept de Sabatini (2000) de résonances géographiques, cette situation nous permet de voir la façon dont la dynamique et les politiques urbaines de dernières années (soit au sein du secteur de l'eau et de l'assainissement, soit par rapport à l'utilisation et à la disposition du sol urbain) ont modélisé et affecté les actions sectorielles menées par AySA. Dans le même temps, le dérèglement entre l'expansion des services d'eau et d'assainissement et l'extension de la croissance métropolitaine entraîne la détérioration de la ressource hydrique, ce qui finit pour

affecter les catégories les plus pauvres tout en augmentant leur risque sanitaire. De cette façon, l'analyse développée tout au long du chapitre nous a permis de mettre l'accent sur la question métropolitaine qui dépasse, mais eu même temps traverse la gestion du système de réseaux d'eau et d'égouts.

## **Chapitre 6. Conflits socio-territoriaux et controverses socio-techniques par rapport à l'accès à l'eau**

Si les chapitres précédents avaient une portée plutôt métropolitaine, le chapitre 6 étudie, à partir d'une analyse à l'échelle locale, le processus de territorialisation de la politique de l'eau, c'est-à-dire, sa définition et son implémentation dans un territoire précis, à partir de l'existence de rapports sociaux (FALTA) (Raffestein, 2011; Sack, 1986). Plus précisément, on étudie la façon dont l'implémentation de la politique de l'eau –qui produit des régions invisibles sans service- donne lieu aux conflits socio-territoriaux provoqués par le manque de service. On cherche à enquêter sur la façon dont ces conflits permettent de rendre visible la dispute entre les visions alternatives sur la prestation du service dans la région. On prendra comme cas d'étude les plaintes du Forum Hidrico de Lomas de Zamora, organisation territoriale née au début du XXI siècle dans un district du sud de la banlieue de Buenos Aires (*conurbano bonaerense*).

Ce chapitre analyse la manière avec laquelle l'organisation a réussi à positionner, à travers une construction commune du risque, le problème hydrique du municipe au centre de la scène publique, plaçant ainsi les politiques de l'eau et de l'assainissement dans l'agenda gouvernemental. Aussi, à partir d'entretiens complets réalisés auprès des membres de l'organisation et de l'analyse des documents, bilans du Forum et sources journalistiques locales, ce chapitre étudie comment l'organisation problématise le manque d'accès à l'eau et la gestion en vigueur du service. Et ce avec des contre-arguments qui permettent d'élargir l'espace de débat sur les options possibles pour résoudre le problème, provoquant ce que les auteurs comme Callon, Lascoumes et Barthe (2001) définissent : des controverses sociotechniques.

Il est possible d'observer, tout au long du chapitre, la façon dont le Forum, à partir de sa définition du problème et de son répertoire d'actions, a donné lieu au

surgissement de controverses sociotechniques. Si ces controverses se décident à l'échelle locale, elles la dépassent tout en exigeant une compréhension régionale, complète et métropolitaine du problème hydrique. D'un côté, ce cas nous permet non seulement de réfléchir sur les définitions et solutions du problème hydrique définies dans cet espace, mais aussi sur les évaluations environnementales mises en jeu qui créent des dispositifs exploratoires et d'apprentissage collectif (Callon et al., 2001:50). Alors que les arguments de l'entreprise reposent sur la base de la logique rationnelle et de l'ingénierie des grands travaux, les membres du Forum les établissent sur la base des droits de l'homme à l'eau et de l'importance des coûts sanitaires.

De l'autre côté et grâce aux controverses, on peut voir les résultats qui découlent des actions du Forum –à travers toutes ses manifestations- dans la définition de la politique publique du secteur (encourageant par exemple, l'incorporation de l'Usine Planta Fiorito au Plan Directeur). Partant d'une lecture constructiviste de la politique publique, ces faits nous permettent de constater que les mesures implémentées dans le territoire et associées à la gestion de l'eau et de l'assainissement ne doivent pas être comprises comme des actions rationnelles visant à résoudre des problèmes déterminés, mais plutôt comme des activités d'interprétation où des conceptions différentes et contradictoires sur ce que c'est le problème–et, on pourrait y ajouter sur ce que serait sa possible solution- sont remises en cause, comparées et combinées entre elles (Hajer,1995).

Étudier de près les conflits et les controverses autour de l'eau à Lomas de Zamora nous a permis d'élargir le spectre des acteurs à analyser. Cela signifie qu'il faut incorporer des perspectives autres que celles de l'entreprise fournisseuse AySA, et d'ACUMAR, ou bien d'autres organismes publics en charge de la construction de travaux hydriques. Mais il faut aussi incorporer les visions des acteurs sociaux impliqués à l'échelle local et qui à partir de différentes stratégies font pression ou incident sur les définitions politiques. De ce point de vue, les citoyens ne sont plus conçus comme de simples sujets porteurs d'un droit au service de l'eau et des égouts mais comme des producteurs de connaissance et des mobilisateurs sociaux ayant la capacité d'intervenir dans l'élaboration de politiques publiques. Pour faire l'analyse du processus à l'échelle locale, nous avons choisi comme cas d'étude le Forum Hydrique. Cela nous a permis de réfléchir sur les actions de l'organisation qui

ont fait de la situation environnementale et sanitaire critique un problème public à partir d'une construction collective de risques. Ce moment de conscientisation est un élément clé pour renforcer les communautés locales qui voient dans le problème « environnemental » une scène de fort caractère social et politique (Lavell; 1996).

## **RÉFLEXIONS FINALES**

L'objectif de la présente recherche a été d'analyser le rôle assumé par la politique de l'eau et de l'assainissement à AMBA pendant la dernière décennie (2006-2015). Plus précisément, le travail s'est centré sur les transformations provoquées par le surgissement d'AySA, en tant que principale fournisseuse de deux services dans la région, et d'ACUMAR en tant qu'organisme en charge de l'assainissement du bassin Matanza Riachuelo. Pour ce faire, on a tenté de répondre aux trois questions centrales et guides de la thèse. Nous proposons de les reprendre dans ces réflexions finales, en les organisant en quatre points centraux.

### **I. Les défis de la gestion de l'eau dans la région métropolitaine : universalisation et soutenabilité environnementale**

L'une des premières questions portait sur les changements politico-institutionnels entraînés par la reconfiguration et le surgissement d'AySA et d'ACUMAR en 2006. Pour répondre à cette interrogation, nous avons suivi, dans le chapitre 2, le parcours historique du service prestataire public-privé du secteur, depuis son origine, avec la création de l'entreprise, publique et constituée au niveau national, Obras Sanitarias de la Nación, jusqu'à sa postérieure décentralisation, privatisation et renationalisation. Cette révision nous a permis de comprendre les divers modèles de gestion qui ont primé au fil du temps, et les résonances géographiques –en tant qu'empreintes territoriales de la politique- que ceux-ci ont laissés dans la région métropolitaine (Sabatini, 2000).

Nous avons à la fois analysé, la manière dont le système de réseaux techniques du secteur s'insère dans ce qu'on appelle un cycle hydrosocial plus large (Molle, 2012; Linton, 2010; Swyngedouw, 2004). A ce cycle participent des éléments de la nature - le Río de la Plata, les aquifères *bonaerenses* et les bassins hydriques-, socio-naturels –les usines de potabilisation et d'épuration et les tuyaux à travers lesquelles

l'eau se rendre potable, se distribue et s'élimine- et sociaux, –les institutions et les acteurs impliqués dans l'utilisation de l'eau.

Dans le chapitre 3 nous avons mis l'accent sur les acteurs de l'eau, pour ainsi comprendre la configuration de la trame des organismes et des institutions publiques qui, dans de différents niveaux des juridictions (nationale, régionale, provinciale et sectorielle) incident dans l'utilisation de l'eau dans la région métropolitaine. Ces organismes se définissent par une carte complexe des acteurs avec des fonctions et des compétences assez souvent cachées. Ce qui empêche de faire une étude complète de la problématique hydrique dans la région. On a vu qu'il y existe une séparation évidente entre les entités consacrées à l'eau, en tant que ressource et celles centrées à l'eau en tant que service, ce qui rend encore plus difficile l'adoption d'une politique intégrale.

Puis, on a étudié comment la crise économique de 2001 a frappé le pays. L'affaire Riachuelo a provoqué d'une part, la renationalisation de l'entreprise et sa transformation en AySA, et d'autre part, la création d'ACUMAR. Cette nouvelle entreprise publique a entraîné des modifications dans le schéma de régulation de la prestation donnant lieu à plus et nouveaux organismes en charge de la fonction ; l'organisme de régulation (Ente Regulador) et l'Agence de Planification.

Pour sa part, l'organisme du bassin, créé à partir de l'intervention de la Cour Suprême de Justice de la Nation dans l'affaire de la pollution du Riachuelo, a entraîné lui aussi des grandes transformations dans le jeu d'acteurs impliqués dans la gestion de l'eau. Il a principalement articulé les diverses instances des juridictions nationale, provinciale et de la ville avec d'autres organismes inter-juridictionnel (par exemple, AySA) avec le but d'implémenter un plan complet d'assainissement environnemental dans le bassin. Ce plan est contrôlé par la Defensoría del Pueblo de la Nación (organisme en charge de la protection des droits des citoyens et du contrôle des fonctions de la gestion publique) et par la justice fédérale. On peut ainsi affirmer que l'apparition en 2006 de ces nouveaux acteurs a rendu plus complexes les relations des acteurs impliqués dans la politique de l'eau dans la région métropolitaine.

Pourtant, comme on a vu tout au long de la thèse, le surgissement d'AySA et d'ACUMAR n'a pas seulement provoqué la diversification et multiplication des

acteurs, mais aussi elle a fait de l'eau urbaine un problème visible ainsi qu'une affaire publique. D'un côté, AySA a reconnu le Droit de l'Homme à l'Eau en l'adoptant comme devise. Elle a gelé les prix tarifaires pendant une grande partie de sa période de gestion et elle a mené un plan ambitieux pour inverser la logique du marché qui a prévalu dans les années 90, c'est-à-dire, les réitérées augmentations tarifaires et le non-respect des travaux d'expansion, caractéristiques de la prestation privée du service.

En plus, l'entreprise publique s'est engagée à atteindre les Objectifs du Millénaire de l'ONU. Elle a établi des objectifs de couverture, dans le périmètre de concession, qui s'approchent à l'universalité des deux services (100 % eau et 95 % égouts) à l'année 2020. Pour sa part, le surgissement d'ACUMAR a fait du bassin une entité d'intervention et de gestion. Et aussi, elle a impliqué l'incorporation de la dimension environnementale dans la planification du territoire, ce qui à la fois a impliqué l'adaptation es critères soutenables par les acteurs ayant ingérence dans la gestion de l'eau, parmi eux AySA.

Ainsi, on pourrait conclure que la création de deux organismes a permis de consolider et de visibiliser ce qu'on a défini comme territoire hydrosocial (Boelens et al., 2016). C'est-à-dire, un espace où des visions différentes sur l'organisation de l'eau, de la population et du terrain se mettent en jeu tout en se reflétant dans des discordes de politiques sectorielles du service et des politiques environnementales du bassin.

## **II. Continuités et ruptures du contrat hydrosocial**

La deuxième question qu'on a voulu répondre dans le présent travail, fait précisément référence à la manière dont s'articulent et s'entrechoquent au sein de la politique de l'eau et de l'assainissement, les différentes visions des acteurs impliqués à la prestation du service. Pour ce faire, nous avons étudié, au long du chapitre 4, la définition du Plan Directeur d'AySA et sa postérieure adéquation et redéfinition en fonction des exigences de qualité d'eau, établies par ACUMAR. On analyse précisément, le débat qu'a déclenché la proposition de l'organisme du bassin et de la Banque Mondiale. Ils proposaient de réaliser un travail connu comme *Colector Margen Derecha* destiné à empêcher les déversements des principaux produits contaminants dans le lit de la rivière. Cette mesure impliquait, entre autres, des

modifications dans le système actuel de réseaux que mène l'entreprise. Ces modifications supposaient que les usines qu'a l'entreprise sur le fleuve tombent en désuétude ainsi que la redéfinition du schéma d'expansion des déversoirs des égouts. Face à cette situation, AySA a proposé une alternative. À grands traits, elle postulait garder ses usines d'épuration et améliorer le traitement des effluents déversant dans Matanza Riachuelo. En ce faisant, elle pouvait atteindre les paramètres de qualité d'eau établis par ACUMAR et, au même temps, continuer avec le fonctionnement du système d'assainissement en vigueur.

Ce débat « technique » a permis d'explorer l'incidence des deux acteurs dans la définition de la politique de l'eau et de l'assainissement dans la région métropolitaine, et de faire une analyse de la manière dont chacun a essayé d'imposer sa matrice cognitive autour du problème de l'eau et de sa possible solution dans la région. Dans ce point, on a vu l'importance acquise par la figure des techniciens et des experts qui ont agi en qualité de médiateurs (Muller, 2000). Ils ont légitimé la proposition alternative d'AySA. Ainsi, les arguments qui soutenaient une expansion rapide de la couverture du service et l'économie (par rapport aux deux alternatives) sont apparus comme des éléments centraux et prioritaires par rapport à la soutenabilité du Riachuelo. Ce débat autour du *Colector Margen Derecha* et de la solution alternative, a donc permis de rendre compte de la place qui occupe chaque organisme et des ressources dont ils disposent. Si ACUMAR est en charge, en termes formels d'améliorer les conditions environnementales du bassin, la capacité technique et d'action dans le territoire métropolitain correspond principalement à AySA. Ce peut aussi s'expliquer par la labilité institutionnelle d'ACUMAR qui depuis sa création jusqu'à la date, a vu changer ses cadres plusieurs fois.

On peut tirer quelques conclusions générales, en analysant la controverse autour des décisions techniques de travaux, sur les différentes visions de la prestation du service et sur les principales limites auxquelles AySA se heurte, par exemple, en ce qui concerne l'incorporation de la dimension environnementale dans la prestation du service. En ce sens, la définition centralisée des réseaux, qui a rendu le modèle d'expansion un peu rigide et inactif, ou la forte tradition sanitaire propre du modèle social de l'eau qui a marqué le secteur depuis l'époque d'OSN qui a toujours privilégié l'expansion de l'eau économique, abondante et accessible plutôt que celle



des égouts (Brunstein, 1989, Catenazzi, 2006), ont rendu plus difficile la mise en œuvre des critères environnementaux soutenables au sein de la prestation.

À ceci il faut ajouter le maintien d'un service pas compté (rappelons-nous que seulement 10 % des usagers ont des compteurs domestiques) que permet la consommation d'eau sans limite par les usagers (cette situation favorise aux groupes sociaux plus aisés puisqu'ils disposent de l'eau sans limite pour une utilisation qui dépasse la consommation humaine tandis que d'autres secteurs n'en disposent même pas pour leur propre survie). Ainsi, il n'est pas possible de comprendre la limite de la ressource et les effets nocifs de surproduction d'eau dans l'environnement. En ce sens l'absence de compteurs et de contrôle de l'utilisation de l'eau soutenue par l'entreprise fait référence à une logique centrée sur l'offre (production irrationnelle et abondante) plutôt que sur la demande (quantité d'eau dont a besoin l'utilisateur). Ce qui porte atteinte à la soutenabilité de la ressource à long terme et à l'équité dans la distribution du service.

On peut conclure donc, que si dans les dernières années la politique de l'eau et de l'assainissement a incorporé quelques précautions par rapport à la pollution environnementale produite par le propre processus de production d'eau urbaine dans la ville, il reste encore à faire une révision plus complète du modèle actuel de approvisionnement qui permet de reconsidérer la validité du modèle de la mission hydraulique qui a marqué le secteur depuis ses origines.

### **III. Limitations du modèle centralisé de réseaux et les inégalités socio-territoriales**

La troisième question qui a guidé cette recherche se centrait sur les effets de l'expansion du réseau de service d'eau et d'égouts par rapport aux inégalités socio-territoriales préexistantes associées à l'accès à l'eau. Pour ce faire, dans le chapitre 5 on a fait une analyse géoréférencée de l'évolution de la couverture du service au long des dernières années et son lien avec la dynamique que le processus d'urbanisation a pris au long des années, dans la région métropolitaine. En vue de cela, on a étudié les variables telles que la croissance, la densité de la population et le niveau socioéconomique des foyers, ce dernier mesuré en termes de surpopulation en situation critique (Torres, 1978).

De cette analyse, on déduit que la couverture d'eau potable ainsi que d'égouts a augmenté pendant ces dernières années ce qui permet de rendre compte de l'intérêt de l'entreprise d'accélérer l'expansion du réseau –soit à travers de grands travaux, soit à partir de programmes locaux de travail avec des coopératives, par exemple les plans : Agua y Cloaca + Trabajo (Eau et Égout + Travail). Pourtant, en dépit de l'intention d'inverser les inégalités socio-spatiales dans la distribution des services, l'expansion de la couverture continue avec des logiques propres au modèle centralisé qui caractérise le secteur depuis ses origines, c'est-à-dire une expansion enveloppante et le recul de l'assainissement en rapport à l'approvisionnement d'eau.

Ainsi, on a vu que le modèle d'expansion trouve ses limites dans la propre dynamique métropolitaine qui au long des dernières années a favorisé la croissance des districts de la deuxième et troisième couronne, éloignées de la ville, démunies de services urbains et proches, en général, des bassins hydriques.

C'est ainsi qu'en dépit de l'intention d'inverser les inégalités socio-spatiales dans la distribution des services dans la région il continue à y primer un déréglage entre l'expansion du service et la croissance métropolitaine (Coing, 1999), résultat du déclin au milieu du XX siècle du modèle social de l'eau (Catenazzi, 2006). Dans ce chapitre on a pu montrer que les régions d'AMBA les plus affectées par le manque de service de réseau d'eau et d'assainissement coïncident avec les zones du niveau socioéconomique plus bas et généralement, avec les régions environnementales plus dégradées. De cette manière, on peut démontrer qu'il y existe un cercle vicieux de pauvreté (Lentini y Brenner, 2012), où s'associent les conditions de pauvreté, de pollution et d'exclusion.

#### **IV. La productivité des conflits et des controverses à l'échelle locale**

En dernier lieu et autour de la troisième question qui portait sur les inégalités, nous étions demandé sur l'émergence des conflits et des controverses à l'échelle local provoqués par le manque de service. Pour ce faire, on a opté, dans ce chapitre, de changer l'échelle métropolitaine pour l'échelle locale étudiant pour cela les conflits issus d'un de districts de la région sud d'AMBA, situé dans le périmètre de concession d'AySA et aussi dans le bassin Matanza Riachuelo : le district Lomas de Zamora. On y a étudié le processus de territorialisation de la politique de l'eau, en se centrant sur la manière dont les acteurs locaux ont réussi à participer dans la

direction que la politique prend à l'échelle locale. Le but de ce faire a été d'élargir le spectre d'acteurs analysés et d'y incorporer la perspective de citoyens dans la définition et implémentation de la politique de l'eau dans la région métropolitaine.

Nous nous sommes centrés sur l'analyse des actions d'une organisation territoriale avec une grande trajectoire, le Forum Hydrique de Lomas de Zamora et sur la manière dont elle est parvenue à installer le problème de l'eau et de l'assainissement dans l'agenda public. Ce cas d'étude nous a permis de remarquer d'un côté, la manière dont l'organisation a formé, pendant ce temps, des savoirs propres autour de la problématique de l'eau dans le municpe, tout en articulant les problèmes d'accès au réseau avec les problèmes hydriques qui affectent le municpe, comme par exemple l'élévation de la couche phréatique ou les inondations récurrentes. À la fois, à partir de cette formation des savoirs profanes (Akrich et al., 2010) l'organisation a questionné la manière dont AySA définit la politique de l'eau et de l'assainissement, donnant lieu à l'émergence des controverses sociotechniques et à des conflits autour de l'eau qui ne se limitent pas à se plaindre pour l'accès mais qui proposent aussi une lecture complète de l'utilisation de la ressource dans la région.

De cette façon, étudier les conflits et les controverses nous a permis d'apprécier les différentes langues de jugements autour de l'eau qui portent les divers acteurs dans le même territoire (Martínez Alier, 2004). Il nous a aussi permis de voir les mécanismes de formation en commun des membres de l'organisation avec laquelle ils ont construit une lecture propre du problème (Callon, Lascoumes et Barthe, 2001). Également, l'analyse des arguments qu'a brandit le Forum dans ce contexte, nous a permis de comprendre la manière dont l'organisation a redéfini le problème de l'eau et de l'assainissement. Nous pouvons alors le comprendre en termes de justice socio-environnementale qui incorpore une dimension éthique et politique par rapport à la distribution de l'eau et abandonner la lecture « technique » postulée par AySA (Budds, 2004; Linton, 2010; Molle, 2012; Swyngedouw 2004, 2006).

A partir de la révision de ces principales trouvailles et reprenant l'hypothèse générale qui a guidé cette recherche, il est possible de remarquer que la création d'AySA et d'ACUMAR a effectivement impliqué une transformation de la politique de l'eau et de l'assainissement à Buenos Aires (avec la formation d'une nouvelle carte d'acteurs ayant d'autres visions sur le service et les nouvelles logiques de prestation).

Pourtant, l'inertie du propre système centralisé de réseaux d'un côté et les limites de la gestion territorial de l'autorité du bassin, à la fois traversé par le procès judiciaire de la pollution du Riachuelo de l'autre côté, a limité la portée de ladite transformation.

### **Les apports du cas pour étudier la politique de l'eau urbaine**

Pour finir nous voudrions développer quelques réflexions et questions issues de la thèse qui peuvent aider à ouvrir des futures lignes de recherche.

En premier lieu, en ce qui concerne précisément le service de l'eau et de l'assainissement, la thèse ouvre une première ligne de recherche portant sur le sens de la gestion publique de l'eau. D'après nous, comme on a vu, celle-ci ne répond pas seulement au transfert entre des entreprises privées et publiques, mais elle implique également l'incorporation des nouvelles valeurs dans la prestation du service, rattachés à l'universalité et à l'équité de la couverture ainsi qu'à la soutenabilité de la prestation (Hachfeld, 2009; Lobina, 2015). En ce sens, les trouvailles de ce travail offrent des outils qui permettraient de continuer à rechercher sur les modèles de gestion publique métropolitaine et la possibilité d'incorporer de nouveaux cas et les comparer. Par exemple le cas d'ABSA ou d'autres prestataires de différentes provinces du pays, ou municipales ou même d'autres lieux du monde.

En deuxième lieu, en ce qui ne concerne plutôt à la politique environnementale métropolitaine qu'au secteur, cette recherche propose une deuxième ligne de recherche sur la gouvernabilité de l'eau et plus précisément, sur la gestion des bassins hydriques dans la région métropolitaine. En ce sens, les trouvailles de ce travail permettraient de suivre des pistes sur les enjeux auxquels se heurtent les organismes du bassin et sur l'articulation de différents acteurs impliqués dans l'utilisation d'eau dans le même territoire. Aussi, ça permettrait de réfléchir sur les particularités d'ACUMAR en tant qu'organisme qui a été créé par la Justice et sa possible comparaison avec d'autres bassins métropolitains pas tellement visibles, par exemple le cas du Riachuelo, mais qui ont pourtant des caractéristiques similaires en termes de vulnérabilité social et environnemental du territoire.

En troisième lieu, de cette recherche découle une troisième possible ligne de recherche liée aux conflits territoriaux et aux mouvements de la justice environnementale portant sur la réclamation du droit à l'accès d'eau. Dans ces

derniers temps, les disputes autour de la distribution de ressources naturelles (et principalement, de l'eau destinée à la consommation) a pris de l'importance sur la scène nationale et régionale, dans des domaines urbains ainsi que ruraux. En ce sens, les apports de cette recherche liés à la dynamique et à la productivité des conflits locaux métropolitains, permettraient d'être complétée avec d'autres études de conflits dans d'autres zones périurbaines ou rurales qui présentent des conditions de formation d'organisations ou de collectifs territoriaux différentes.

## REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

Abba, A., Furlong, L., Susini, S. y Laborda, M. (s/d) "Nivel socio-habitacional". *Atlas Ambiental de Buenos Aires*. Recuperado de: [http://www.atlasdebuenosaires.gov.ar/aaba/index.php?option=com\\_content&task=view&id=132&Itemid=55&lang=es](http://www.atlasdebuenosaires.gov.ar/aaba/index.php?option=com_content&task=view&id=132&Itemid=55&lang=es).

Abramovich, V. y Courtis, C. (2006) *El umbral de la ciudadanía. El significado de los derechos sociales en el Estado Social constitucional*. Buenos Aires, Estudios del Puerto.

Agoff, S. (2011). "La conformación del Comité de Cuenca del río Luján. Problemas de coordinación y gestión de cuencas" En Isuani, F. (ed.). *Políticas Públicas y Gestión del Agua*. Buenos Aires: UNGS - Prometeo. Pp. 323-363.

Akrich, M., Barthe, Y. y Rémy, C. (2010) *Sur la piste environnementale. Menaces sanitaires et mobilisations profanes*, Paris, Presses des Mines.

Alimonda, H. (2011) *La Naturaleza colonizada. Ecología Política y minería en América Latina*. Buenos Aires: CLACSO.

Alimonda, H. (2015) "Ecología política latinoamericana y pensamiento crítico: vanguardias arraigadas". *Desenvolvimento e meio ambiente*. Vol. 35, Mes de Diciembre. Pp. 161-168.

Alonso, G., Gutiérrez, R., Merlinsky, M.G. y Besana, P. (2016) *El gobierno municipal frente al desafío de la articulación Políticas sociales y ambientales en el Conurbano Bonaerense*. Buenos Aires: UNSAM EDITA.

Alsina, G. y Reboratti, L. (2008). "La cuestión ambiental en el Área Metropolitana de Buenos Aires". En: Castagna, A. y Modolo, C. (coordinadores) *Plan Fénix: propuestas para el desarrollo con equidad: economías regionales*. Rosario: Editorial de la Universidad Nacional de Rosario. Pp. 297- 321.

Alvino, S. (2012a). "La gestión y el manejo de las cuencas hídricas en la Región Metropolitana de Buenos Aires". En: Di Pace, M. y Barsky, A. (Directores) *Agua y*

*territorio. Fragmentación y complejidad en la gestión del recurso hídrico en la Región Metropolitana de Buenos Aires.* Buenos Aires: Ciccus - Universidad Nacional de General Sarmiento. Pp. 101-122.

Alvino, S. (2012b). "La Argentina y su compromiso con la gestión del agua. El estado de la discusión en torno a la Región Metropolitana de Buenos Aires". En Di Pace, M. y Barsky, A. (Directores) *Agua y territorio. Fragmentación y complejidad en la gestión del recurso hídrico en la Región Metropolitana de Buenos Aires.* Buenos Aires: Ciccus - Universidad Nacional de General Sarmiento. Pp. 65-100.

Anderson, J. (1975) *Public Policy- Making.* Nueva York: Praeger.

Andrade, H. y Santamaría, G. (1997) "Cartografía Social para la planeación participativa". En: *Memorias del Curso: Participación Comunitaria y Medio Ambiente. Proyecto de capacitación para profesiones del Sector Ambiental.* Ministerio del Medio Ambiente e ICFES. Recuperado de: <http://fundaaldeas.org/web/index.php/articulos2/49-cartografia-social-el-mapa-como-instrumento-y-metodologia-de-la-planeacion-participativa>

Arcidiácono, P. y Gamallo, G. (2012) "Políticas sociales y derechos. Acerca de la producción y reproducción de las marginaciones sociales". En: Pautassi, L. y Gamallo, G. (comp). *¿Más derechos, menos marginaciones? Políticas sociales y bienestar en la Argentina.* Buenos Aires: Biblios. Pp.39-70.

Arza, C. (2003). *El impacto social de las privatizaciones: el caso de los servicios públicos domiciliarios.* (Documento de Trabajo N° 10). Buenos Aires: FLACSO.

Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia (ACIJ), Centro de Información Judicial (CIJ) Y Centre of Housing Rights & Evictions (COHRE) (2009). *El acceso a agua segura en el Área Metropolitana de Buenos Aires. Una obligación impostergable.* (Programa de Servicios Públicos). Buenos Aires: ACIJ, CELS y COHRE.

Asociación de Vecinos La Boca (2012) *La Corte ordenó recomponer el Riachuelo. Monitoreo externo del Plan de Saneamiento de la Cuenca Matanza Riachuelo.* Ciudad Autónoma de Buenos Aires: Asociación de Vecinos La Boca.

Auge, G. (2004) *Regiones hidrogeológicas*. Manuscrito inédito, Universidad de la Plata. Recuperado de: <http://tierra.rediris.es/hidrored/ebooks/miguel/RegionesHidrogeol.pdf>

Auge, M. (2006) *Agua subterránea. Deterioro de calida y reserva*. Manuscrito inédito. Recuperado de: [http://www.filo.uba.ar/contenidos/investigacion/institutos/geo\\_bkp/gaye/archivos\\_pdf/AguaSubterraneaDeteriorodeCalidadyReserva.pdf](http://www.filo.uba.ar/contenidos/investigacion/institutos/geo_bkp/gaye/archivos_pdf/AguaSubterraneaDeteriorodeCalidadyReserva.pdf)

Azpiazu, D. (2007). "La privatización de Los servicios de agua potable y saneamiento. Las enseñanzas del caso argentino". *Revista Reflexiones* 86 (2). Pp. 105-115.

Azpiazu, D. (2010). "Privatización del agua y el saneamiento en Argentina: El caso paradigmático de Aguas Argentinas S.A." *Revista Vértigo -la revue électronique en sciences de l'environnement*. Serie N° 7. Recuperado de: <http://vertigo.revues.org/9730#text>

Azpiazu, D. y Bonofiglio, N. (2006) "Nuevos escenarios macroeconómicos y servicios públicos. Reconfiguración empresaria en los sectores de agua potable y saneamiento, y distribución eléctrica. Diferencias y similitudes". *Realidad Económica* N° 224, Pp. 32-68.

Azpiazu, D., Bonofligio, N. y Nahón, C. (2008). *Agua y energía. Mapa de situación y problemáticas regulatorias de los servicios públicos en el interior del país*. Documento de Trabajo N° 18, Área de Economía y Tecnología. FLACSO.

Azpiazu, D. y Castro, E. (2012). "Aguas Públicas: Buenos Aires in Muddled Waters". En M. Pigeon, D. McDonald, O. Hoedeman, y S. Kishimoto (Eds.) *Remunicipalisation: Putting Water Back into Public Hands*, (Pp. 58-73). Amsterdam: Transnational Institute.

Azpiazu, D., Catenazzi, A. y Forcinito, K. (2006). *Recursos públicos, negocios privados: agua potable y saneamiento en el Área Metropolitana de Buenos Aires*. Serie Informes de Investigación N° 19. Buenos Aires: UNGS.



Azpiazu, D. y Forcinito, K. (2001). "La renegociación permanente, los incumplimientos empresarios y las rentas de privilegio. La regulación pública del sistema de agua y saneamiento en el Área Metropolitana". En D. Azpiazu, K. Forcinito y M. Schorr (Eds.) *Privatizaciones en la Argentina: renegociación permanente, consolidación de privilegios, ganancias extraordinarias y captura institucional*. Buenos Aires: FLACSO.

Azuela, A. (2006) *Visionarios y pragmáticos. Una aproximación sociológica al derecho ambiental*, México: UNAM, Fontamara.

Azuela, A. Y Musseta, P. (2009). "Algo más que el ambiente. Conflictos sociales en tres áreas naturales protegidas de México". *Revista de Ciencias Sociales, Segunda Época*. Universidad Nacional de Quilmes, Año 1, N° 16. Pp. 191-215.

Babbo, L. (2014) *Saneamiento y desarrollo urbano en el Área Metropolitana de Buenos Aires. Factores de incidencia en los niveles de cobertura y accesibilidad al sistema de saneamiento*. (Tesis de maestría no publicada). Facultad de Arquitectura, Diseño y Urbanismo, Universidad de Buenos Aires.

Bakker, K. (2003). "A political ecology of water privatization". *Studies in Political Economy*. N° 70. Pp. 35-58.

Balanyá, B., Brennan, B., Hoedeman, O. Kishimoto, S., Terhorst, P., (2005). *Reclaiming Public Water. Achievements, struggles and visions from around the world*. Transnational Institute (TNI) & Corporate Europe Observatory (CEO). Recuperado de: <http://www.tni.org/sites/www.tni.org/archives/books/publicwater.pdf>

Barraqué, B. (1992). "Water management in Europe: beyond the privatization debate". *Flux*, N° 7, Pp. 7-26.

Barrow, C. (1998) "River Basin development planning and management: a critical review". *World Development*, 26 (1). Pp. 171-186.

Benjaminsen, T. y Svarstad, H. (2009) "Qu'est-ce que la political ecology?", *Natures Sciences Sociétés* /1 (Vol. 17), p. 3-11.

Blaikie, P., Cannon, T; Davis, I. y Wisner, B. (1996). *Vulnerabilidad: el entorno social, político y económico de los desastres*. Lima: La Red de Estudios Sociales en Prevención de Desastres en América Latina.

Blanchon, D. (2009) *L'espace hydraulique sud-africain, le partage des eaux*, Paris: Karthala.

Blanchon, D. y Graefe, O. (2012) "La radical political ecology de l'eau à Khartoum. Une approche théorique au-delà de l'étude de cas", *L'Espace géographique*, 1 Tome 41. Pp. 35-50.

Boelens, R. Hoogesteger, J., Swyngedouw, E., Vos, J. y Wester, P. (2016) "Hydrosocial territories: a political ecology perspective", *Water International*, 41:1, 1-14.

Botton, S. (2005). *Privatisation des services urbains et desserte des quartiers défavorisés: Une responsabilité sociale en partage*. (Tesis de Doctorado en Sociología no publicada). Universidad de Marne-La-Vallée, Paris.

Brewer, G. y De Leon P. (1983) *The Foundations of Policy Analysis*. Monterey: CA, Brooks/Cole.

Brown, P. (1992) "Popular Epidemiology and Toxic Waste Contamination: Lay and Professional Ways of Knowing", *Journal of Health and Social Behavior*, Vol. 33, No. 3 . Pp. 267-281

Bridge, G., McCarthy, J., y Perrault, T. (2015). "Editors' introduction". En: Perreault, T., Bridge, G., y Mc.Carthy, J. *The Routledge Handbook of Political Ecology* New York: Routledge.

Brunstein, F. (1989). "Agua potable en el Gran Buenos Aires: un drama popular". En: *Revista Conflictos y procesos de la Historia Argentina* N° 36, Buenos Aires: Centro Editor de América Latina. Pp.1-32.

Budds, J. (2004) "Power, nature and neoliberalism: the political ecology of water in chile". *Singapore Journal of Tropical Geography*, 25: Pp. 322–342.

- Bustos, B., Prieto, M., Barton, J. (2015), *Ecología política en Chile. Naturaleza, propiedad, conocimiento y poder*. Editorial Universitaria, Santiago.
- Cáceres, V. (2013a). "La regulación del agua potable y saneamiento domiciliario en la Provincia de Buenos Aires: un accionar discriminado del Estado". *Realidad Económica*. N° 274. Pp. 22-45.
- Cáceres, V. (2013b) "La provisión de agua potable en la periferia del AMBA, Argentina". *Revista Gestión y Ambiente* Vol. 16 (3). Pp. 25-37.
- Cafferatta, N. (2008); "Sentencia colectiva ambiental en el Caso Riachuelo". *Jurisprudencia argentina*. Vol. III, N° 8.
- Callon, M.; Lascoumes, P. y Barthe, Y. (2001); *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. París: Seuil.
- Castro, E. (2005). "Agua y gobernabilidad: entre la ideología neoliberal y la memoria histórica". *Cuadernos del CENDES*. 22 (59), Caracas. Pp. 1-21.
- Catenazzi, A. (2006). "Universalidad y privatización de los servicios de saneamiento. El caso de la concesión de Obras Sanitarias de la Nación en la Región Metropolitana de Buenos Aires. 1993 – 2003". En: D. Azpiazu, A. Catenazzi y K. Forcinito, *Recursos públicos, negocios privados. Agua potable y saneamiento ambiental en el AMBA*. Serie Informe de Investigación N°19. Buenos Aires: UNGS. Pp. 113-174.
- Catenazzi, A. (2011) "La planificación urbana en cuestión" en *Revista Voces en el Fénix*, N° 5. Pp. 6-11.
- Catenazzi, A. (2015) *Réseaux techniques métropolitains et action publique locale. La territorialisation de la gestion de l'eau dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires pendant la concession d'Agua Argentinas. 1993-2006*. Tesis doctoral en "Géographie, aménagement, urbanisme" ED 122: Europe Latine - Amérique Latine Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine. Defendida el 19 de Enero del 2015.
- Catenazzi, a. Y Filc, J. (2001). *Conceptos y procesos para reflexionar sobre la Región Metropolitana de Buenos Aires*. Mimeo.

Catenazzi, A. y Kullock, D. (1997) *Política de agua y saneamiento en el Área Metropolitana de Buenos Aires. Estrategias de acceso a los sectores de bajos recursos, antes y después de la privatización*. Final Report. Secretaría de Ciencia y Técnica. Buenos Aires: Universidad de Buenos Aires (UBACyT).

Catenazzi, A. y Reese, E. (2010). Derecho a la ciudad. La dinámica del crecimiento urbano, el déficit habitacional y las asignaturas pendientes. *Voces en el Fénix*, 1 (1). Pp. 72-75.

Clichevsky, N. *Pobreza y políticas urbano-ambientales en la Argentina*. Santiago de Chile: CEPAL-ECLAC. División de Medio Ambiente y Asentamientos Humanos. Documento n.49. 2002, 78 p.

Clichevsky, N. (1991) *Loteos populares, sector inmobiliario y gestión local en Buenos Aires: el caso del Municipio de Moreno*. Buenos Aires: CEUR-CREDAL.

Coing, H. (1996) "Monopole de service public? Questions à partir de l'Amérique Latine". En: *Flux* n°25, 1996. Pp. 15-26.

Coser, L.A. (1961); *Las Funciones del Conflicto Social*, México, Fondo de Cultura Económica.

Cravino, M.C. (2006) *Las Villas de la ciudad: mercado e informalidad urbana*. Editorial UNGS.

De Gouvello, B. (2003). Les multiples visages de la réorganisation des services d'eau dans les villes argentines. En G. Schneier- Madanes y B. de Gouvello, (Eds.) *Eaux et réseaux: les défis de la mondialisation*. (Pp. 235–252). Paris: CREDAL-IHEAL, La Documentation Française.

De Gouvello, B., Lentini, E. y Brenner, E. (2012) Changing paradigms in water and sanitation services in Argentina: towards a sustainable model? *Water International*. 37 (2). Pp. 91-106.

De Gouvello, B., Lentini, E. y Shneier-Madanes, G. (2010) Que reste-t-il de la gestion privée de l'eau en Argentine? Retour sur l'échec des délégations à des consortiums

internationaux, En: G. Schneier-Madanes (Ed.) *L'eau mondialisée: la gouvernance en question*. (Pp. 157-178). Paris: La Découverte.

Di Meo, G. (2008) "Une géographie sociale entre représentations et action. Montagnes méditerranéennes et développement territorial" HAL Archives-ouvertes, Pp.13-21.

Di Pace, M. y Barsky, A. (2012) *Agua y Territorio. Fragmentación y complejidad en la gestión del recurso hídrico en la Región Metropolitana de Buenos Aires*. Buenos Aires: CICCUS – UNGS.

Di Paola, M. E. (2006) "La implementación de las leyes de presupuestos mínimos. El rol de las autoridades y del COFEMA", en *Presupuestos mínimos de protección ambiental II. Recomendaciones para su implementación y regulación*. Buenos Aires: FARN- UICN.

Douglas, M. y Wildavsky, A. (1982); *Risk and Culture: An Essay on the Selection of Technological and Environmental Dangers*; Berkeley; University of California Press.

Dupuy, G. (1989). *La crise de réseaux d'infrastructure: le cas de Buenos Aires*, Paris: ENPC-LATTS.

Dupuy, G. (1991) *Le urbanisme de réseaux . Théories et méthodes*. Paris: Armand Colin

El plomo, para los caños (23 de Septiembre de 2014). *Anred*. Recuperado de: <http://anred.org/spip.php?article8551>

Escobar, A. (2008), *Territories of Difference: Place, Movements, Life, Redes*, Duke University Press, Durham

Fernández Bouzo, S; Aizcobe, M; Gil, A y Ricco, R (2007). "Las organizaciones territoriales en el sur del Área Metropolitana de Buenos Aires: construcción social y política del conflicto ambiental", Ponencia presentada en *las IV Jornadas de Jóvenes Investigadores*. Instituto de Investigaciones Gino Germani. 19, 20, 21 de Septiembre de 2007.

Fernández, L. (2012a). *Censo 2010:Somos 14.839.026 habitantes en la Región Metropolitana de Buenos Aires*. Manuscrito inédito. Recuperado de <http://es.scribd.com/doc/81400792/Censo-2010-Somos-14-839-026-habitantes-en-la-Region-Metropolitana-de-Buenos-Aires-Datos-Definitivos>

Fernández, L. (2012b) "Metabolismo urbano de Gran Buenos Aires", Ponencia presentada en el Congreso Latinoamericano de Ecología Urbana Universidad Nacional de General Sarmiento Polvorines. Mes de Agosto.

Fernández,V. y Garay, D. (2013) *Biodiversidad Urbana*. Buenos Aires: Prometeo - UNGS.

Ferro, G. (2000) *El servicio de agua y saneamiento en Buenos Aires: privatización y regularización*. (Texto de Discusión Nro. 17). Buenos Aires: CEER/ UADE.

Florentín, D. (2011). *Insights into public experiences in Argentinian water sector after the end of the PPP-era. Examples from Buenos Aires and the province of Santa Fe* (Tesis de maestría en Ciencias del Agua, Política y Gestión), Escuela de Geografía y Ambiente, Universidad de Oxford, Reino Unido.

Forcinito, K. y Nahón, C. (2005) *La fábula de las privatizaciones: ¿Vicios privados, beneficios públicos? El caso de la Argentina (1990-2005)*, Grupo de Trabajo en Economía, Observatorio Argentino, New School University, Buenos Aires.

Foro Mundial del Agua (2012) "Foro del agua de las Américas. Grupo temático de agua potable y saneamiento. Derecho humano al agua y al saneamiento. Meta Uno". *VI Foro Mundial del Agua 2012*.

Gaggero, J; Gerchunoff, P; Porto, A y Urbiztondo, S. (1992). Algunas consideraciones sobre la privatización de Obras Sanitarias de la Nación. En *Estudios*, XV (63).

Gandy, M. (2004) Rethinking urban metabolism: water, space and the modern city. *City* Vol 8, N° 3. Pp. 363-379.

Gordillo, A. (2014) *Tratado de derecho administrativo y obras selectas: Primeros manuales*. Primera edición. Buenos Aires: Fundación de Derecho Administrativo. [en

línea] Disponible en: [http://www.gordillo.com/pdf\\_tomo9/libroi/capitulo23.pdf](http://www.gordillo.com/pdf_tomo9/libroi/capitulo23.pdf)

Grassi, A. (s/da) Paisaje geográfico lomense. *Lomas de Zamora Estancia/ Aldea/ Municipio/ Ciudad. Antología Histórica Lugareña*. Buenos Aires: Banco Provincia; centro de investigaciones territoriales y ambientales bonaerenses. Disponible en línea: [https://www.bancoprovincia.com.ar/citab/pueblos/lomas\\_zamora/02%20paisaje%20natural%20lomense.pdf](https://www.bancoprovincia.com.ar/citab/pueblos/lomas_zamora/02%20paisaje%20natural%20lomense.pdf)

Grassi, J. y Grassi, A. (s/db) *Evolución poblacional de Lomas de Zamora*. Buenos Aires: Banco Provincia; centro de investigaciones territoriales y ambientales bonaerenses. Disponible en línea: [https://www.bancoprovincia.com.ar/citab/pueblos/lomas\\_zamora/13%20evolucion%20poblacional.pdf](https://www.bancoprovincia.com.ar/citab/pueblos/lomas_zamora/13%20evolucion%20poblacional.pdf)

Groisman, E. (2001) Servicio público. Un concepto polémico. *Revista Encrucijadas*. 1 (6). Pp.

Gusfield, J. (2014) *La cultura de los problemas públicos: el mito del conducto alcoholizado versus la sociedad inocente*. Primer edición. Buenos Aires. Siglo XXI.

Gusfield, J. (2003), "Action collective et problemes publics. Entretien avec Daniel Cefai et Danny Trom", en: Cefai, Daniel y Pasquier, Dominique (ed.), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF.

Gutiérrez, R. A. (2011) "Modelo para armar: gestión del agua en la Provincia de Buenos Aires." En *Política pública y gestión del agua: aportes para un debate necesario*, ed. Fernando Isuani. Buenos Aires: Prometeo-UNGS, 153–96. I

Hachefeld, D., Terhorst, P. y Hoedeman, O. (2009) *Progressive Public Water Management in Europe*. (Reclaiming Public Water discussion paper). Transnational Institute and Corporate Europe Observatory. Recuperado de: <http://www.waterjustice.org/uploads/attachments/Progressive%20public%20water%20management%20in%20Europe.pdf>

Haghe, J.P. (2010) "Penser l'eau: contribution à une généalogie des idées à travers l'exemple français" En: Schneier-Madanes (Dir.) *L'eau mondialisée. La gouvernance en question*. Paris: La Découverte - Recherches, Pp. 47-60.

Hajer, M. (1995) "The new environmental conflict" (cap. 1) . En: *The politics of environmental discourse. Ecological Modernization and the policy Process*, Oxford, Oxford University Press. pp 8-41.

Halcrow (2010) *Evaluación de obras alternativas compatibles con los requerimientos de calidad del agua del cuerpo receptor. Informe final*. Mes de Junio.

Harvey D. (1996) *Justice, Nature and the Geography of Difference*. Oxford: Blackwell Publishers

Hassenteufel, P. (2008) *Sociologie Politique : L'action Publique*, Armand Colin, Paris.

Herrero, A. y Fernández, L. (2008). *De los ríos no me río. Diagnóstico y reflexiones sobre las Cuencas Metropolitanas de Buenos Aires*. Buenos Aires: Temas.

Herzer, H. [2011 (1998)]. «Construcción del riesgo, desastre y gestión ambiental urbana. Perspectivas en debate». *Revista virtual REDESMA*. Vol. 5 (2).

Heynen, N., Kaika, M. y Swyngedouw, E. (2005) "Urban political ecology" En Heynen, N.; Kaika, M. and Swyngedouw, E. *In the Nature of Cities - The Politics of Urban Metabolism*. (Pp. 1-19) .London: Routledge.

Isuani, F. (2011a) *Política pública y gestión del agua. Aportes para un debate necesario*. Buenos Aires, Prometeo –UNGS.

Isuani, F. (2011b). "Sesgos en la política del Agua en la Provincia de Buenos Aires. Una mirada sobre los instrumentos de política pública." En Isuani, F. (ed.). *Políticas Públicas y Gestión del Agua*. Buenos Aires: UNGS - Prometeo, pp. 97-152

Jaglin, S (2005) *Services d'eau en Afrique subsaharienne. La fragmentation urbaine en question*. Paris, CNRS Éditions.

Jones, C. (1970) *An introduction to the study of public policy*, Belmont. CA, Wadsworth.

Jouralev, A. (2003) "Los municipios y la gestión de los recursos hídricos" Documento N° 66 Serie Recursos Naturales e Infraestructura. Santiago de Chile: CEPAL. [en línea] Disponible en:



[http://archivo.cepal.org/pdfs/Waterguide/TEXT/LETTERS/list\\_cd/lcl2003s.pdf](http://archivo.cepal.org/pdfs/Waterguide/TEXT/LETTERS/list_cd/lcl2003s.pdf)

Kishimoto, S., Lobina, E., & Petitjean, O. (2015). *Our public water future. The global experience with remunicipalisation*. Amsterdam: Transnational Institute.

Lach, D., Ingram, H. y Rayner, S.(2005). Maintaining the Status Quo: How Institutional Norms and Practices Create Conservative Water Organizations. *Texas Law Review* 83. Pp. 2027-2053.

Langbehn, C. (2015) *Arenas de conflicto y construcción de problemas públicos ambientales. Un análisis de la productividad del caso de la Ley de Bosques y del Ordenamiento Territorial de Bosques Nativos de Salta (2004-2009)* Tesis para obtener el título de Dr. en Ciencias Sociales por la Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires. Defendida el 09 de Diciembre.

Larsimont, R., y Grosso, V. (2014) Aproximación a los nuevos conceptos híbridos para abordar las problemáticas hídricas. *Cardinalis*. Año 2 N°2 . Pp. 27-48.

Lascoumes, P. (2012) *Action publique et environnement*. Paris: Collection Que sais-je? - Presses Universitaires de France.

Lascoumes, P. y Le Galès, P. (2012) *Sociologie de l'action publique*. Colección Domaines et approches. Paris: Armand Colin.

Lasswell (1956) *The Decision Process*. College Park, MD: Universidad de Maryland Press.

Latour, B. (2007) *Nunca fuimos modernos. Ensayo de antropología simétrica*. Buenos Aires: Siglo XXI.

Lavell, A. (1996) "Degradación Ambiental, Riesgo y Desastre Urbano. Problemas y Conceptos: Hacia la Definición de una Agenda de Investigación", en Fernández, M. A. (Comp.) *Ciudades en riesgo. Degradación Ambiental, Riesgos urbanos y Desastres en América Latina*, Lima, La Red (Red de Estudios en Prevención de desastres en América Latina).

Lavell, A. (2000) "Desastres y desarrollo: Hacia un entendimiento de las formas de construcción social de un desastre: El caso de Mitch en Centroamérica". En Garita,

Nora y Nowalski, Jorge. Del desastre al Desarrollo Sostenible: Huracán Mitch en Centroamérica. BID, CIDHS. San José, Costa Rica.

Lavell, A. (2001) Sobre la gestión del riesgo: Apuntes hacia una definición. Recuperado de: <http://www.bvsde.paho.org/bvsacd/cd29/riesgo-apuntes.pdf>

Lefebvre, H. (1991) *The production of space*. Blackwell, Oxford.

Leff, E. (2003) *Sociedade e Estado*, Brasilia, Vol. 18, N° 1/2, Pp. 17-40.

Leff, E. (2011) "Sustentabilidad y racionalidad ambiental: hacia "otro" programa de sociología ambiental". *Revista Mexicana de Sociología*. vol.73, n.1, Pp.5-46.

Lentini, E. (2007) Conflictos de la empresa prestadora con las prácticas regulatorias de los servicios de agua y alcantarillado y su impacto en la pobreza. El caso del contrato de concesión del área metropolitana de Buenos Aires. En Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo (IDRC) *Servicios de Agua potable, regulación y pobreza*. (Pp. 59-82). La Paz: Agua Sustentable.

Lentini, E. y Brenner, F. (2012) "Agua y saneamiento: un objetivo de desarrollo del milenio. Los avances en la Argentina". *Voces en el Fénix*. 3 (20). Pp. 42-51.

Limoges, C. (1993) "Expert knowledge and decision-making in controversy contexts". *Public Understand. Sci.* 2. UK. Pp. 417-426.

Linton, J. (2010) *What is water?: the history of a modern abstraction*. British Columbia: UBC Press.

Lobina, E. (2015) "Calling for progressive water policies". En Kishimoto, S. et al. (2015). *Our public water future. The global experience with remunicipalisation*. (Pp. 6- 16) Amsterdam: Transnational Institute.

López Sardi, E., y García, B. (2014) *Análisis de la legislación sobre vertidos líquidos mediante indicadores ambientales*, Manuscrito inédito. Recuperado de: [http://www.edutecne.utn.edu.ar/coini\\_2014/trabajos/A\\_005.pdf](http://www.edutecne.utn.edu.ar/coini_2014/trabajos/A_005.pdf)

López, A. y Felder, R. (1997) *Regulación y control de la calidad de los servicios públicos privatizados*. Documento N°57 - Serie I. Desarrollo Institucional y Reforma

del Estado. Buenos Aires: Dirección Nacional de Estudios y Documentación e Investigación, Instituto Nacional de la Administración Pública

López, A. y Felder, R. (2009) *El Estado Regulador: capacidades estatales y las políticas de servicios públicos de los 90*. Instituto Nacional de la Administración Pública. Secretaría de la Gestión Pública.

Lorenc Valcarce, F. (2005). "La sociología de los problemas públicos. Una perspectiva crítica para el estudio de las relaciones entre la sociedad y la política". *Nómadas*. Julio- Diciembre. Nº 012. Universidad Complutense de Madrid, Madrid, España.

Lorrain, D. (1999). L'internationalisation de la gestion des réseaux urbains: retours d'expériences. *Annales des Mines. En Réalités industrielles (Special issue: Exporter le service public)*. Pp. 52–59.

Malpartida, A. (2001) *Las cloacas máximas y la franja costera sur del Gran Buenos Aires. Antecedentes y contaminación actual*. Municipalidad de Berazategui, PBA.

Martín, F. y Larsimont, R. (2016a) "¿Es posible una ecología cosmo-política?: Notas hacia la desregionalización de las ecologías políticas. *Polis* Nº 45. (en prensa).

Martin, F. y Larsimont, R. (2016b) " Agua, poder y desigualdad socioespacial. Un nuevo ciclo hidrosocial en Mendoza, Argentina (1990-2015)" En Merlinsky, G. (comp) *Cartografías del conflicto social en Argentina. Volumen 2*. (Pp. 31-56) Buenos Aires: CICCUS- CLACSO.

Martínez alier, J. (2004): *El Ecologismo de los pobres: conflictos ambientales y lenguajes de valoración*. Barcelona; FLACSO Ecología - ICARIA Antrazit .

Marx K. y Engels F. (1974); *La ideología alemana*; Barcelona; Gijalbo.

Matlan, R. (1995) "Synthesizing the Implementation Literature: The Ambiguity-Conflict Model of Policy Implementation", *Journal of Public Administration Research and Theory: J-PART*, Vol. 5, No. 2., Pp. 145-174.

McDonald, D. (2012). Remunicipalisation Works. En M. Pigeon, D. McDonald, O. Hoedeman, S. Kishimoto (Eds.) Remunicipalisation: Putting Water Back into Public Hands. (Pp. 8-22). Amsterdam: Transnational Institute.

McDonald, D. (Ed.). (2016). *Making public in a privatized world. The struggle for essential services*. London: Zed Books.

Mejía, A., Yassuda, E., Jiménez, B., Orozco, A., Pfander, A., Odriozola, M., Trabaglianti, E., González, L. y Markandya, A. (2011) *Analysis of alternative to right bank collector*. Expert Panel Review - Banco Mundial.

Melé, P. (2003) "Introduction: Conflits, territoires et action publique", en Melé, P.; Larrue, C. y Rosemberg, M. (Coords.) *Conflits et Territoires*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, Pp. 13-32

Melé, P. (2006): *Pour une géographie de l'action publique. Patrimoine, environnement et processus de territorialisation*. Habilitation á diriger des recherches, Université François Rabelais, Tours.

Melo, Marcus A. (2002): "As Agências Regulatórias: Gênese, Desenho Institucional e Governança", en Abrucio Fernando y Loureiro, María Rita (Orgs.): *O Estado numa Era de Reformas: os Anos FHC*, Brasilia, Seges-MP.

Merlinsky, G. (2006) "Vulnerabilidad social y riesgo ambiental: ¿Un plano invisible para las políticas públicas?". En *Revista Mundo Urbano*, N° 28, Universidad Nacional de Quilmes.

Merlinsky, G. (2007) "Conflicto ambiental, organizaciones y territorio en el Area Metropolitana de Buenos Aires" *En: Solari Vicente, A. y Cruz Santacroce, A.(compiladores). Sociedad Civil y Desarrollo Local*. International Society for the Third Sector Research. Universidad Michoacana de San Nicolás Hidalgo; Editorial Porrúa.

Merlinsky, G. (2010) "La Juridificación de los conflictos ambientales en Argentina: Actores, controversias y construcción de derechos", Ponencia presentada en el *Congreso 2010 de la Asociación de Estudios Latinoamericanos*, Toronto, Canadá.

Merlinsky, G. (2013a): "La espiral del conflicto. Una propuesta metodológica para realizar estudios de caso en el análisis de conflictos ambientales". *En Cartografías del conflicto ambiental en Argentina* Gabriela Merlinsky (compiladora). (Pp. 61-91) Buenos Aires: Clacso, Ciccus.

Merlinsky, G. (2013b) *Política, derechos y justicia ambiental. El conflicto del Riachuelo*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.

Merlinsky, M. G. (2015) Una sociología reflexiva para el análisis de los conflictos ambientales. Notas teórico-metodológicas en torno a dos estudios de caso. *Revista Debate Público. Reflexión de Trabajo Social*. Año 5 N° 10. Pp. 29-41.

Merlinsky, G; Fernández Bouzo, S; Montera, C. y Tobías, M. (2012). La política del agua en buenos aires: nuevas y viejas desigualdades. *Rethinking Development and Inequality – An International Journal for Critical Perspectives*. 1 (1). Pp. 49-59.

Merlinsky, G. y Tobías, M (2015), Inundaciones en Buenos Aires. ¿Cómo analizar el componente institucional en la construcción social del riesgo?, *L' Ordinaire des Amériques* N° 218 | 2015. Recuperado de <https://orda.revues.org/1885#quotation>

Migdal, J. (2011). *Estados débiles, estados fuertes*, México, Fondo de Cultura Económica. (Colección Umbrales).

Migniaqui, I. (2012) Planes y proyectos territoriales. Escenarios de la metrópolis planificada. *Revista Iberoamericana de Urbanismo* N° 8. Pp. 121-137.

Ministerio de Salud de la Nación (2013) Guía de Prevención, Diagnóstico, Tratamiento y Vigilancia epidemiológica. Disponible en línea: [http://www.msal.gob.ar/images/stories/bes/graficos/0000000293cnt-guia\\_intoxicaciones\\_con\\_plomo\\_2013.pdf](http://www.msal.gob.ar/images/stories/bes/graficos/0000000293cnt-guia_intoxicaciones_con_plomo_2013.pdf)

Molle, F. (2012) "La gestion de l'eau et les apports d'un approche par la political ecology. En Gautier, D y Benjamin, T (comp) *Environnement, discours et pouvoir. L'approche Political Ecology*. (Pp. 219-238).Versailles Cedex, France: Editions Quae.

Mora Acosta, F. (2014). *Gestión de servicios como instrumentos de Integración Urbana en la Región Metropolitana de Buenos Aires. Estudio de Casos*. (Tesis de

maestría no publicada). Facultad de Arquitectura, Diseño y Urbanismo, Universidad de Buenos Aires.

Muller y Surel (1998) *L'analyse des politiques publiques*. Paris: Montchrestien (colección CLEFS).

Muller, P. (2000) *Las políticas públicas*. Universidad Externando de Colombia.

Nahón, C. (2006) "El estado del Estado. El desafío de los servicios públicos". *Realidad Económica* N° 219. Pp. 8-31.

Nahón, C. y Bonofiglio, N. (2007). "¿Entes de regulación o control? Imprecisiones del "moderno" esquema de regulación: reflexiones y enseñanzas del caso argentino". *Revista Administración Pública*, 41 (6). Pp.1095-120.

Nápoli, A. (2009) "Una política de Estado para el Riachuelo" En: *Informe Ambiental Anual 2009*. Buenos Aires: Fundación de Ambiente y Recursos Naturales. Pp. 175-233

Öberg, G., Merlinsky, G., Lavalle, A., Morales, M. y Tobias, M. (2014) "Institutional inertia - a study of sewage infrastructure planning in Buenos Aires, Argentina and Vancouver, B.C. Canada". *Ecology And Society*. 19 (2): 19.

Observatorio de la Deuda Social Argentina (2016) Derecho al agua segura. Niños, niñas y adolescentes entre 2 y 17 años en la Argentina urbana. ODSA: UCA.

Olmos Giupponi, M.B. Y Paz, M. (2015) "The implementation of the Human Right to Water in Argentina and Colombia". *Anuario Mexicano del Derecho Internacional*, Vol. XV, 2015, Pp. 323-352.

Organización Mundial de la Salud (2014) "Intoxicación por Plomo y Salud"; Nota descriptiva N° 379, Octubre de 2014.

Oszlak, O. (1980a) "Políticas públicas y regímenes políticos: reflexiones a partir de algunas experiencias latinoamericanas" En *Estudios CEDES* vol. 3, N° 2. Buenos Aires: CEDES. Pp. 1-38.

Oszlak, O. (1997) "Estado y Sociedad: ¿Nuevas reglas de juego? " *Reforma y*

*Democracia*, CLAD, No. 9, Oct.1997: Caracas. Pp. 1-41.

Oszlack, O. Y O'Donnell, G. (1981) *Estado y políticas estatales en América Latina: hacia una estrategia de investigación*. Centro de Estudios de Estado y Sociedad (CEDES), Buenos Aires, Documento G.E. CLACSO / N° 4.

Paiavonskis, P. (2016). "Es una obra histórica para Argentina y América Latina". Entrevista en Revista *Cuenca ACUMAR*. Año 3 N° 5. Julio/ Septiembre. Pp. 2-7.

Panebianco, S. y C. Pahl-Wostl. (2006) Modelling socio-technical transformations in wastewater treatment - A methodological proposal. *Technovation* 26 (9). Pp. 1090-1100.

Pereyra, E.(2011) "La política del agua en la provincia de Buenos Aires: notas para su reconstrucción histórica" En *Política pública y gestión del agua: aportes para un debate necesario*, ed. Fernando Isuani. Buenos Aires: Prometeo-UNGS, 153–96.

Peruzzotti, E. y Smulovitz C. (2002); "Accountability Social, la otra cara del control". En: Peruzzotti, E. y Smulovitz C. (editores); *Controlando la política. Ciudadanos y Medios en las Nuevas Democracias Latinoamericanas*. Buenos Aires; Editorial Temas.

Petri, D. (2012) "La política hídrica en la República Argentina" *Voces en el Fénix*. Año 3 Número 20 de Noviembre . Buenos Aires. Pp.18-25.

Pigeon, M., Mcdonald, D., Hoedeman, O. y Kishimoto S. (2012) *Remunicipalisation: Putting Water Back into Public Hands*. Amsterdam: Transnational Institute.

Pírez, P. (2000) *Servicios urbanos y equidad en América Latina. Un panorama con base en algunos casos. (Serie División de Medio Ambiente y Asentamientos Humanos N° 26)*. Santiago de Chile: CEPAL ECLAC.

Pirez, P. (2001) *Las sombras de la luz: distribución eléctrica, configuración urbana y pobreza en la región metropolitana de Buenos Aires*. 1ra Edición. Buenos Aires: Eudeba.

Pírez, P. (2006). La privatización de la expansión metropolitana en Buenos Aires. *Economía, Sociedad y Territorio*, vol. VI, núm. 21, mayo-agosto. Toluca: El Colegio Mexiquense, A.C. Pp. 31-54.

Pírez, P. (2013). Perspectivas Latinoamericanas para el estudio de los servicios urbanos. *Cuaderno urbano*, 14 (14) Pp. 173-192.

Pochat, V. (2005) "Entidades de gestión del agua a nivel de cuencas: experiencia de Argentina." Serie Recursos Naturales e infraestructura. 96, CEPAL, Santiago de Chile: 1-59.

Potocko, A. (2015) "Planes y proyectos en la construcción de la cuenca Reconquista Buenos Aires, Argentina". *Seminario Internacional de Investigación en Urbanismo. "VII Seminario Internacional de Investigación en Urbanismo, Barcelona-Montevideo, junio 2015"*. Barcelona: DUOT, 2015.

Poveda, R. (2009) "Proyecto de Desarrollo Sustentable de la Cuenca Matanza Riachuelo." *Presentación para el Banco Mundial*. Buenos Aires. Mes de octubre. Disponible en: <http://es.slideshare.net/GreenpeaceArg/proyecto-de-desarrollo-sustentable-de-la-cuenca-matanzariachuelo>

Pressmann, J. y Wildavsky, A. (1998) [1973]. *Implementación. Cómo las grandes expectativas concebidas en Washington se frustran en Aokland*. México D.F.: FCE.

Prévôt Shapira, M.F. (2000) "Segregación, fragmentación, secesión. Hacia una nueva geografía social en la aglomeración de Buenos Aires *Economía, Sociedad y Territorio*, vol. II, núm. 7, enero-junio. Toluca: El Colegio Mexiquense A.C. Pp. 405-431.

Raffestin, C. (2011) *Por una geografía del poder*. El Colegio de Michoacan.

Regalsky, A. (2010). "De Buenos Aires a las provincias. La formación de una gran empresa pública: Obras Sanitarias de la Nación, 1891-1930". *Desarrollo Económico*. 50 (199). Pp. 455-483.

Rey, O. (2000). *El saneamiento en el área metropolitana: desde el Virreinato a 1993*. Buenos Aires: Aguas Argentinas.



Rocca, M. (2008) *Algo nuevo, algo usado, algo prestado... La reestatización del servicio de agua potable y saneamiento del Área Metropolitana de Buenos Aires*. Documento de Investigación Social N° 1, Buenos Aires: Instituto de Altos Estudios Sociales (IDAES).

Rodríguez Pardina, M. (2000) *La concesión de Aguas Argentinas*. Texto de discusión N° 21. Buenos Aires: Centro de Estudios Económicos de la Regulación - Departamento de Economía y Finanzas, Universidad Argentina de la Empresa.

Roth, André-Noël. (2008). "Perspectivas teóricas para el análisis de las políticas públicas: ¿de la razón científica al arte retórico?". *Estudios Políticos*, 33, julio-diciembre. Instituto de Estudios Políticos, Universidad de Antioquia, Pp. 67-91.

Rueda, S. (1999) *Taller sobre Indicadores de Huella y Calidad Ambiental Urbana* Departamento de Medio Ambiente de la Generalitat de Catalunya.

Sabatier, P. (2010) *Teorías del proceso de las políticas públicas*. Buenos Aires: Westview Press- Jefatura de Gabinete de Ministros - Presidencia de la Nación Argentina.

Sabatini, F. (1997) "Conflictos ambientales y desarrollo sustentable en regiones urbanas" *Revista Eure*. Vol. XXII, N° 68. Santiago de Chile. Pp. 77-91

Sack, R. D. (1986): *Human Territoriality: Its theory and history*, Cambridge, Cambridge University Press.

Sabatini, F. y Arenas, F.(2000). "Entre el Estado y el mercado: resonancias geográficas y sustentabilidad social en Santiago de Chile". *EURE (Santiago)*, vol.26, no.79, p.95-113.

Santos, M. (1996): *La Naturaleza del Espacio*, San Pablo, Hucitec

Schneider-Madanes, G. (2001) "From Well to Network: Water Supply and Sewerage in Buenos Aires". *Journal of Urban Technology*, 8 (3). Pp. 45-63.

Schneier-Madanes, G, (2004). "Entre l'eau 'ressource', l'eau 'réseau' et l'eau environnement': la démultiplication des territoires urbains". En *Cybergeogeo, Water*

resources and Territories, Montpellier, Francia, 27- 29, mayo. Recuperado de: <http://cybergegeo.revues.org/1504>

Schneier- Madanes, G. (2010), *L'eau mondialisée. La gouvernance en question*. Paris: La découverte.

Simmel, G. (1999) Capítulo 4. "Le conflit", En: *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation*, Paris: (Traducción al francés de la edición original 1908). Presses Universitaires de France.

Solo, T; Gutman, P. y Dascal, G. (1990) *Las aguas bajan turbias. Tecnologías alternativas para el saneamiento en el Gran Buenos Aires*. (Informes de Investigación N° 9). Buenos Aires: Centro de Estudios Urbanos y Regionales-CEUR.

Stark, C. (2001): "Regulación, Agencias Reguladoras e Innovación de la Gestión Pública en América Latina". En: SPINK, Peter et al. *Nueva Gestión Pública y Regulación en América Latina. Balances y Desafíos*. Caracas, CLAD.

Stoffaes, C. (1995) "Services Publics: Question d'avenir", La Documentation Française, París.

Swyngedouw, E. (2004). *Social power and the urbanization of water*. Oxford University Press

Swyngedouw, E. (2006) *Power, Water and Money: Exploring the nexus*. Human Development Report– UNDP. Reino Unido: Oxford University.

Tagliavini, D. y Tobias, M. (2016) "Re-estatización de servicios de agua y saneamiento en la Argentina. Hacia un nuevo modelo de gestión pública", Ponencia presentada en el III Encuentro de Investigadores en Formación de Recursos Hídricos. Ezeiza: Instituto Nacional del Agua, 06-07 Octubre.

Tartarini, Jorge D. (2007) (coord.): *Obras Sanitarias de la Nación, 1912-1950. Origen y apogeo de la primera empresa estatal de saneamiento*, Buenos Aires: AYSA

Tilly, C. (1986) (1986): *The Contentious French*, Cambridge, Massachusetts and London, Harvard University Press

Tobías, M. (2014) *La re-estatización del servicio de agua y saneamiento en el Área Metropolitana de Buenos Aires (2006-2012)*. Capítulo 2. Tesis para obtener el título de Magister en Sociología Económica. Instituto de Altos Estudios Sociales-Universidad Nacional de San Martín." Defendida y aprobada en Buenos Aires, el día 10 de Julio del 2014.

Tobías, M. y Pereira, P. (2013) "Políticas de agua potable y saneamiento. Demandas locales en el Área Metropolitana de Buenos Aires. En Merlinsky, G. (comp.) *Cartografías del conflicto ambiental en Argentina*. Vol. 1. Pp. 201-222.

Torres, H. (1978). *El Mapa Social de Buenos Aires en 1943, 1947 y 1960*. Buenos Aires y los Modelos. Desarrollo Económico Vol. XVIII N° 70.

Torres, H. (1975). "Evolución de los procesos de estructuración espacial urbana. El caso de Buenos Aires", *Desarrollo Económico*, Vol.15, N° 58. Pp. 281-306

Torres, H. A. (1999a), *La aglomeración Gran Buenos Aires: sus patrones de expansión física y los cambios recientes de su mapa social*, Documento de trabajo, n° 1/99, Prohab, SICyT, FADU-UBA.

Torres, H. A. (1999b) *Diagnóstico socioterritorial de la Ciudad de Buenos Aires y su contexto metropolitano*. Serie Documentos de Trabajo, n° 1, Plan Urbano Ambiental, GCBA.

Torres, H. (2006). *El mapa social de Buenos Aires (1940-1990)*, Serie Difusión N° 3. Edición electrónica Buenos Aires: SICyT, Facultad de Arquitectura, Diseño y Urbanismo, Universidad de Buenos Aires. Recuperado de: [http://ns1.fadu.uba.ar/publicaciones/cat\\_dif\\_n03.pdf](http://ns1.fadu.uba.ar/publicaciones/cat_dif_n03.pdf)

Turton, A.R. y Meissner, R. (2002). "The Hydro-Social Contract and its Manifestation in Society: A South African Case Study". En: TURTON, A.R. y HENWOOD, R. (Eds.) *Hydropolitics in the Developing World: A Southern African Perspective*. Pretoria: African Water Issues Research Unit (AWIRU). Pp. 37-60.

Turton, A.R. y Ohlsson, L. (1999). "Water Scarcity and Social Adaptive Capacity: Towards an Understanding of the Social Dynamics of Managing Water Scarcity in Developing Countries". Ponencia presentada en el *Workshop N° 4: Water and*

*Social Stability of the 9<sup>th</sup> Stockholm Water Symposium "Urban Stability through Integrated Water-Related Management"*, llevado adelante entre el 9 y el 12 de Agosto por el Stockholm Water Institute (SIWI) en Stockholm, Suecia. También disponible como MEWREW Occasional Paper No. 18 del sitio <https://www.soas.ac.uk/water/publications/papers/file38360.pdf>

Vasilachis de Gialdino, I. (1992) *Métodos cualitativos I*. Buenos Aires, Centro Editor América Latina. Recuperado de: <http://www.ceil-piette.gov.ar/investigadores/ivasilachis.html>

Velut, S. y Ghorra-Gobin, C. (2006) "Les rapports public-privé, enjeu de la régulation des territoires locaux". *Géocarrefour*, vol. 81, no 2, p. 99-104.

Vispo, A. (1999). *Los Entes de Regulación. Problemas de diseño y contexto. Aportes a un necesario debate en la Argentina de fin de siglo*. Buenos Aires: FLACSO/ Grupo Editorial Norma: Buenos Aires.

Wilches Chaux, G. (1993). "La vulnerabilidad global" En Maskey, A. (Ed) *Los desastres no son naturales*. La Red. Tercer Mundo Editores, Colombia. Recuperado de: <http://www.bvsde.paho.org/texcom/cd050724/wilches.pdf>